

LA PRESSE



SPORTS
CLAUDE LAPOINTE :
APRÈS LA DÉPRESSION,
LE RETOUR AU JEU
 PAGE 2

DOPAGE
LE MIDGET AAA
PASSE À L'ACTION
 PAGE 5

ACTUEL
SPORTS DE GARS,
SPORTS DE FILLES
 PAGE 1

4 1
 PAGES 3 ET 4

LA PRESSE
AFFAIRES
LA BANQUE DU
CANADA BAISSÉ
SON TAUX
DIRECTEUR
 PAGE 1

« Le monde change pour le mieux », affirme le président américain

BUSH FAIT L'APOLOGIE DE LA MÉTHODE FORTE

ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON – La méthode forte préconisée par l'administration américaine sur la scène internationale pour contrer le terrorisme a engendré un monde meilleur, alors que les réductions d'impôts prônées ont relancé l'économie des États-Unis, a affirmé hier soir George W. Bush.

« Grâce à la volonté et à la détermination de l'Amérique, le monde change pour le mieux », a déclaré le président américain, l'air triomphant et le sourire aux lèvres, lors de son discours annuel sur l'état de l'Union.

M. Bush a consacré la première partie de son discours, prononcé devant les membres du Congrès américain, à la guerre au terrorisme

et à l'invasion de l'Irak. Il a répété que si le régime de Saddam Hussein n'avait pas été renversé, « les programmes d'armes de destruction massive du dictateur continueraient encore aujourd'hui ».

« Pour tous ceux qui aiment la liberté et la paix, le monde sans le régime de Saddam Hussein est un endroit meilleur et plus sûr », a ajouté M. Bush. Il a alors, comme à quel-

ques reprises au cours de son exposé, été ovationné par de nombreux membres de l'assistance, mais boudé par plusieurs autres, preuve de la tension au Congrès entre républicains et démocrates. M. Bush a indiqué que « l'Amérique ne demandera jamais la permission pour défendre la sécurité de ses citoyens ».

► Voir BUSH en A4

Tarifs modulés
 selon la
 consommation

Hydro
réclame
des hausses
à... deux
vitesse

STÉPHANE PAQUET

La facture s'annonce salée pour les gros consommateurs d'électricité. Après avoir augmenté ses tarifs de 3 % pour tous ses clients le 1^{er} janvier, Hydro-Québec veut refiler une hausse de 4,7 % à ses clients résidentiels les plus énergivores.

Cette augmentation s'appliquera aux consommateurs qui consomment plus de 32 000 kilowattheures par an. Cette consommation équivaut, selon les calculs de la société d'État, à la consommation moyenne d'une grande maison québécoise.

Pour les autres types de résidence, la hausse demandée par Hydro-Québec est de 4,2 %

► Voir HYDRO en A4

HAUSSE MOYENNE DES TARIFS D'ÉLECTRICITÉ

	CONSOMMATION ANNUELLE	HAUSSE
Logement	14 150 KWH	2,1%
Petite maison	20 500 KWH	3,5%
Maison moyenne	26 500 KWH	4,2%
Grande maison	32 000 KWH	4,7%

Source : Hydro-Québec

Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
 Sheila Copps serait allée prendre une bière avec Pierre Paradis.

AUJOURD'HUI

Bandes dessinées	ARTS 6
Bridge	AFFAIRES 16
Carrières	AFFAIRES 8
Décès	AFFAIRES 19 et 20
Fauleton	ARTS 6
Forum	A 16 et 17
Horaire télévision	ARTS 4
Horoscope	AFFAIRES 16
Loteries	A 14
Mots croisés	ARTS 6 et SPORTS 12
Mot mystère	ARTS 6
Observateur	AFFAIRES 15
Petites annonces	AFFAIRES 15 et AFFAIRES 2

Météo

Ciel variable, maximum -14, minimum -19, plus de détails en page

SPORTS 16



La richissime néophyte à la conquête du PCC



PHOTO CP

La femme d'affaires ontarienne Belinda Stronach a confirmé hier qu'elle se lançait dans la course à la direction du Parti conservateur du Canada où elle affrontera Stephen Harper, ex-chef de l'Alliance canadienne, et Tony Clement, ancien ministre conservateur ontarien. La candidate, qui est âgée de 37 ans et mère de deux enfants, ne se distingue pas de ses adversaires seulement parce qu'elle est une femme, mais surtout parce que, néophyte, elle représente un nouveau visage dans le décor politique canadienne. À lire en page A4.

Silenzio di tomba nel Cosenza

JUDITH LACHAPELLE

Il n'y a pas de café « ordinaire » au Cosenza, avertit tout de suite le barman. Les habitués ne boivent que de l'espresso bien tassé, servi dans une petite tasse brune. Ils le boivent en deux traits en bavardant avec les autres clients. Parce que tout le monde se connaît ici, dit le barman. Une vraie famiglia.

Une famille pas banale, par contre. Le Club social Cosenza, rue Jarry Est à Saint-Léonard, est entouré d'un certain mystère puisqu'il est considéré comme étant rien de moins que le quartier géné-

ral de la mafia montréalaise. Le minuscule café, coincé entre une quincaillerie et une pharmacie, n'est pas particulièrement invitant, à part pour le café qui est excellent. Les tenanciers ne tiennent visiblement pas à faire de l'établissement un endroit où les « étrangers » se sentiront à l'aise.

Les clients, tous des hommes plutôt âgés, entrent en saluant à la ronde avant de faire un signe au barman, qui déposera un espresso sur le grand comptoir. Deux ou trois tables et un canapé sont alignés le long du mur, près d'une porte menant à la pièce arrière réservée aux « membres seulement ».

Sur les murs défraîchis, un lamina-ge d'une rutilante Ferrari Testarosa, des photos de clubs sportifs, des trophées de champions de golf, un écriteau rédigé à la main en italien qui énumère la dizaine de boissons offertes aux clients. Sans oublier un gros téléviseur qui diffuse des soaps d'après-midi inaudibles sous les conversations en italien.

Mais à 14 h hier, les voix se sont tues. La dizaine d'hommes s'est tournée vers le téléviseur. Le tenancier a augmenté le volume. Trois hommes ont continué à discuter dans un coin.

► Voir SILENZIO en A2

Vito Rizzuto arrêté pour un triple meurtre

Les crimes auraient eu lieu à New York en mai 1981

ANDRÉ CÉDILOT

Vito Rizzuto, le chef actuel de la mafia de Montréal, s'est caché avec ses complices dans un placard d'un immeuble de New York, le 5 mai 1981, et a déchargé son arme sur le premier des trois hommes qui s'est présenté, soutient le dossier d'accusation déposé contre lui hier.

Un des assassins présents à la fusillade racontera au tribunal du district de l'est de New York qu'il a entendu Rizzuto crier que c'était un hold-up, puis il a déchargé son pistolet sur le corps d'une des victimes.

On ignore si cette image hantait Rizzuto lorsqu'il est entré dans le box des accusés, hier après-midi, au palais de justice de Montréal. Mais son teint hâlé cachait mal son inquiétude. Veston et col roulé, menottes aux poings, il a baissé la tête lorsque le juge Réjean Paul, de la Cour supérieure, a fait état des accusations qui pèsent sur lui aux États-Unis.

Le Sicilien d'origine âgé de 57 ans est accusé par la justice américaine de meurtre, complot pour meurtres et gangstérisme. Il avait perdu la belle assurance qu'il affichait lors de son récent passage à la cour municipale de Montréal, pour répondre d'une accusation d'ivresse au volant.

Rizzuto a été arrêté vers 6 h, hier, à sa résidence du chic quartier Sarraguay, dans le nord-ouest de la ville par des policiers de la GRC et de la Ville de Montréal. Selon les documents déposés au tribunal par le gouvernement canadien, ils étaient sur ses talons depuis une semaine. Le mandat d'arrestation avait été autorisé jeudi.

Les policiers ont dû faire vite en raison d'une fuite dans le site Internet américain Ganglandnews.com.

► Voir RIZZUTO en A2

Captez l'émotion avec Nikon

Nikon Coolpix 3700

- Appareil photo numérique
- Résolution 3,2 millions de pixels
- Zoom 3X optique équivalent 35-105 mm
- Mise au point automatique
- Mode vidéo avec son
- Interface USB

549,99\$

Incluant : carte mémoire 16 Mo et accessoires

RECEVEZ 25 \$ D'IMPRESION PHOTO NUMÉRIQUE

Nikon Coolpix 5400

- Appareil photo numérique • Écran pivotant
- Résolution 5 millions de pixels
- Zoom 4X optique équivalent 28-115 mm
- Mode vidéo avec son • Interface USB
- Sabot de flash intégré

899,99\$

Incluant : carte mémoire 16 Mo et accessoires

RECEVEZ 25 \$ D'IMPRESION PHOTO NUMÉRIQUE

Vous partez en vacances

Photo Passeport !

- En 5 minutes
- Couleur ou noir et blanc
- Qualité photo numérique

9,99\$

ensemble de deux photos

L.L. Lozeau

LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE

(514) 274-6577 | 6224, St-Hubert Montréal, Québec

www.lozeau.com

1-800-363-3535

Valable jusqu'au 31 janvier 2004.

Les photos peuvent différer.

LE PARRAIN



YVES BOISVERT

Aller simple pour New York

La justice américaine tentera donc de faire le travail que la justice canadienne n'a jamais réussi à faire. Depuis 15 ans, Victor « Vito » Rizzuto a été accusé au Canada dans deux importantes affaires d'importation de drogue au Québec et à Terre-Neuve. Des complices ont été accusés au fil des ans, souvent condamnés. Son nom se trouve dans bien des dossiers judiciaires comme complice non accusé.

Mais toujours, il s'en est sorti indemne, sans même avoir eu à se rendre au procès.

Cette fois, c'est une autre histoire. Tout indique qu'il a son billet aller seulement vers les tribunaux fédéraux américains. Les cas où une demande d'extradition vers les États-Unis a été refusée au Canada sont très rares, et le cas de Rizzuto ne ressemble pas à ces exceptions.

D'abord, il faut savoir qu'une demande d'extradition ressemble plus à une formalité administrative qu'à un procès. Tout ce qu'ont à faire les États-Unis (à travers un procureur fédéral canadien) est de présenter un résumé de la preuve contre Rizzuto — il est déjà déposé.

Un juge de la Cour supérieure devra décider, à la lumière de ce docu-

ment de 13 pages, s'il existe de la preuve sur chaque élément essentiel des crimes reprochés à Rizzuto. Non pas s'il est coupable, ou s'il est probable qu'il sera condamné. Le juge n'a même pas à évaluer la crédibilité des témoins, ni même à lire une déclaration de ces témoins : le résumé signé par un procureur américain suffit. Si la demande est accordée, le ministre fédéral de la Justice, Irwin Cotler, devra émettre un ordre d'extradition.

Ici, Rizzuto est accusé pour des crimes commis dans l'État de New York, mais par la justice fédérale américaine. On lui reproche des actes de *racketeering*, c'est-à-dire des crimes commis au profit d'une association de criminels, un *gang* : la famille Bonanno.

On compare souvent une demande d'extradition à une enquête préliminaire, mais en fait, c'est infiniment plus sommaire. On n'a même pas à faire entendre des témoins. Que peut faire Rizzuto en l'occurrence ? Pas grand-chose, car il est à peu près inutile de contester la crédibilité de la preuve. Une preuve entièrement recueillie aux États-Unis, et qu'aucun témoin américain ne viendra défendre.

Ce qui reste, c'est l'argumentation en droit. On peut certainement compter sur l'imagination des avocats de M. Rizzuto pour trouver de nouveaux arguments. Le cas le plus spectaculaire, ces dernières années, de contestation réussie d'une extradition est celui de Raffy et Burns, deux jeunes de Colombie-Britannique qui devaient être extradés dans l'État de Washington pour une affaire de meurtre. La Cour suprême du Canada a jugé qu'on ne pouvait les envoyer aux États-Unis tant

qu'on n'aurait pas l'assurance qu'ils ne seraient pas exécutés en cas de condamnation — ce à quoi a dû s'engager le procureur américain.

Mais Vito Rizzuto ne peut plaider son droit à la vie. Il ne risque pas la chaise électrique : d'abord, son crime est antérieur au rétablissement de la peine de mort dans l'État de New York. Ensuite, c'est

Les cas où une demande d'extradition vers les États-Unis a été refusée au Canada sont très rares, et le cas de Rizzuto ne ressemble pas à ces exceptions.

dans lequel Cotroni avait trempé était parti du Canada, il pouvait être jugé aux États-Unis. Il a été extradé après six ans de procédures (il s'est avoué coupable et est revenu purger sa peine au Canada). Dans le cas de Rizzuto, toute la preuve est américaine, les victimes le sont aussi, le complot est américain et les meurtres ont eu lieu sur le territoire américain.

Il est arrivé aussi qu'un procureur américain impatient promette de faire la fête à un détenu quand il aurait fini ses procédures au Canada, comme pour le punir de retarder sa cause. Les juges canadiens n'ont pas apprécié la menace. Les procureurs américains en ont pris note...

On peut compter quelques mois pour que la cause soit décidée en Cour supérieure. La Cour d'appel, qui entend normalement ce type de causes en priorité, pourrait ensuite en décider avant la fin de l'année. Est-ce que la Cour suprême voudra l'entendre ? Si oui, tout cela pourrait nous mener en 2005 et au-delà.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

Resteraient sûrement des arguments techniques anciens ou nouveaux. La nouvelle Loi sur l'extradition est-elle constitutionnelle ? Jusqu'ici, la réponse des juges est « oui ».

Il est arrivé aussi qu'un procureur américain impatient promette de faire la fête à un détenu quand il aurait fini ses procédures au Canada, comme pour le punir de retarder sa cause. Les juges canadiens n'ont pas apprécié la menace. Les procureurs américains en ont pris note...

On peut compter quelques mois pour que la cause soit décidée en Cour supérieure. La Cour d'appel, qui entend normalement ce type de causes en priorité, pourrait ensuite en décider avant la fin de l'année. Est-ce que la Cour suprême voudra l'entendre ? Si oui, tout cela pourrait nous mener en 2005 et au-delà.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

En attendant, comme dans toute cause d'extradition, les probabilités nous incitent à conclure que le citoyen Rizzuto ferait bien de retenir dès maintenant les services d'un avocat américain.

L'argent du crime organisé

> Les profits globaux du crime organisé totalisent 1000 milliards US par an, ce qui équivaut à 2 % de l'économie mondiale (presque autant que l'économie du Brésil, au 10^e rang ; le Canada est 13^e). Cette « industrie » a la plus forte croissance sur la planète, selon le Center for

Strategic and International Studies, à Washington.

> Les groupes criminels d'origine italienne, dont la Mafia est le plus puissant, réalisent mondialement des revenus de plus de 100 milliards US par an, selon le Federal Bureau of Investigation (FBI, po-

lice fédérale américaine). Au Canada, la seule Mafia a des revenus supérieurs à 12 milliards (9 milliards US).

> Les principales sources de revenus du crime organisé sont le trafic des stupéfiants, les fraudes financières (dont celles sur les cartes de

crédit), la prostitution et le blanchiment d'argent dans des entreprises légales. Au Canada, le Service canadien de renseignements criminels craint que la naissante industrie du diamant (surtout dans les Territoires du Nord-Ouest) soit infiltrée par le crime organisé, car les diamants (marché mondial de 56 milliards US par an) sont faciles à transporter et à transformer.

> Les principaux groupes criminels en Occident sont ceux à dominance italienne (Mafia, Cosa

Nostra, Camorra, Ndrangheta, Sacra Corona Unita), qui comptent, selon le FBI, 25 000 membres dans le monde, et 250 000 « affiliés ». Au Canada, 2800 personnes seraient associées à la seule Mafia. Les autres groupes majeurs sont les « triades » asiatiques (au Canada, la pègre vietnamienne est importante), la pègre est-européenne (en particulier russe) et les bandes de motards (dominées par les Hells Angels).

François Berger

Une journée à oublier pour la famiglia...

SILENZIO
suite de la page A1

Le tenancier a discrètement juré, mais s'est retenu d'aller leur dire de se la fermer.

Vito Rizzuto a été arrêté ce matin par la police à la demande d'agents américains, a annoncé la présentatrice. Il comparait à 14 h pile au palais de justice. « Tu connais Vito Rizzuto ? glisse un homme. Mais oui, Vito, le parrain de la mafia ! » Vito, que tout le monde connaît au Cosenza parce qu'il y vient tous les jours. D'ailleurs, a chuchoté l'homme, cet homme près de la fenêtre, c'est son père.

Vêtu d'un complet gris de belle coupe, ses cheveux noirs clairsemés soigneusement peignés vers l'arrière, Nick Rizzuto ne fait pas ses 80 ans. Mais en cette sombre journée pour sa famille, il avait l'air soucieux. Il a regardé attentivement les dernières nouvelles au sujet de son fils. Il s'est plusieurs fois frotté les yeux comme pour essayer de mieux réfléchir à la suite des événements. Il a passé de longs moments à regarder par la fenêtre, l'air songeur, entre deux salutations de connaissances venues aux nouvelles.

Vito Rizzuto aurait normalement dû être au Cosenza hier après-midi, comme d'habitude. La police aurait quasiment pu le cueillir une tasse d'espresso à la main. « Oh non ! a dit un homme. La police ne viendrait jamais ici. » Le barman a soupiré en secouant la tête. Une bien mauvaise journée pour la famiglia.



La résidence de Vito Rizzuto, à Montréal-Nord.

Rizzuto passible de 20 ans de prison

RIZZUTO
suite de la page A1

Le site spécialisé révélait que le numéro 2 de la famille Bonanno, Salvatore Vitale, et sept autres membres du gang collaboraient avec la justice américaine. Leurs dénonciations impliquaient plus de 70 personnes, dont Rizzuto.

Selon Ganglandnews.com, Salvatore Vitale a lui-même participé à la fusillade du 5 mai 1981. Selon toute vraisemblance, il s'agit du « CW#1 » — *cooperating witness 1* ou premier délateur — mentionné dans le dossier d'accusation américain.

À l'époque, Philip Rastelli était le boss de la famille Bonanno, explique le document. Mais il était en prison. Son bras droit, Joseph Massino, « a dit à CW#1 que trois capitaines de la famille Bonanno — Alfonso Indelicato, Philip Giaccone et Dominick Trinchera — complotaient pour prendre le contrôle du groupe.

Il a été décidé de les liquider. « Massino a dit à CW#1 qu'il ferait appel à des tueurs du Canada parce qu'ils pourraient se sauver rapidement après l'attentat », poursuit le document.

Massino et Gerlando Sciascia, qui faisait le lien entre la famille Bonanno et la famille Rizzuto à Montréal, ont d'abord inspecté l'immeuble où ils voulaient attirer les trois capitaines renégats.

Le jour du meurtre, le délateur CW#1, qui avait une mitraillette, a été présenté à Rizzuto, alors âgé de 35 ans, et à un autre Canadien, nommé Emmanuel. Ils étaient armés de pistolets, tout comme Gerlando Sciascia. Un cinquième homme, plus âgé, avait un fusil.

Sciascia devait donner le signal en se passant la main dans les cheveux. Les quatre autres ont mis des cagoules de skieur et se sont cachés dans un placard. Trois autres hommes du gang se trouvaient dans l'immeuble.

Lorsque les trois capitaines « re-

négats » sont arrivés, Rizzuto a crié « c'est un hold-up » (*stickup*, selon le dossier d'accusation). « Le délateur CW#1 a vu Rizzuto ouvrir le feu et Trinchera s'écrouler le premier. CW#1 a aussi vu Indelicato ramper sur le plancher pour s'échapper. CW#1 a alors vu Sciascia tirer une balle dans la tête d'Indelicato. »

Après la fusillade, les tueurs ont fui. Le délateur est revenu sur les lieux et a vu les trois corps sur le plancher. Avec d'autres complices, il a nettoyé l'endroit qui était maculé de sang. Les corps ont été enveloppés dans des toiles de peintres, placés dans une fourgonnette, puis transportés à Howard Beach.

Le corps d'Alfonso Indelicato a été trouvé trois semaines plus tard dans le Ozone Park à New York ; il était enterré peu profondément. Les deux autres corps n'ont jamais été retrouvés.

Le principal délateur a affirmé aux autorités américaines que Rizzuto est retourné à Montréal après les

meurtres. Selon lui, Rizzuto a continué à « servir » dans l'équipe de Sciascia, responsable du clan de Montréal au sein de la famille Bonanno.

Joseph Massino, qui avait commandé les trois meurtres, est lui-même devenu le chef de la famille. En mars 1999, il a ordonné l'élimination de Sciascia. Après ce meurtre, le délateur affirme être venu à Montréal pour annoncer à Rizzuto qu'il avait été nommé pour remplacer Sciascia à la tête de la faction canadienne de la famille Bonanno.

Selon lui, Vito Rizzuto a insisté pour que le poste soit plutôt donné à son père, question de respect. Selon lui, les Rizzuto continuent de se soumettre à la famille Bonanno. Plusieurs déclarations sont corroborées par d'autres délateurs.

Vito Rizzuto, représenté par Me Loris Cavaliere, est maintenu en prison. Il reviendra devant le tribunal le 6 février. Le tribunal canadien devra décider s'il doit être extradé. S'il l'est, et s'il est condamné aux États-Unis, il est passible de 20 ans de prison et d'une amende de 250 000 \$.

PHOTO REMI LEMÉE. LA PRESSE ©

Clavardage
Le Canadien en séries?
Parlez-en avec le journaliste Simon Drouin
avec Webcam
Aujourd'hui mercredi à 12 h 30
www.cyberpresse.ca/clavardage
cyberpresse.ca

ARRÊTÉ

Le lourd passé de la mafia montréalaise



Vito Rizzuto, photographié ici en décembre 2003, a été arrêté hier à Montréal.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

ANDRÉ NOËL

Les liens entre la famille Bonanno, de New York, et la mafia de Montréal, dirigée par Nick Rizzuto et son fils Vito Rizzuto, remontent à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, explique un document interne du FBI, intitulé *La Cosa Nostra in Canada*.

Joseph Bonanno, mort en 2002 des suites d'une crise cardiaque à l'âge de 97 ans, était né en Sicile, tout comme les Rizzuto. Il a longtemps été le *boss* d'une des grandes familles mafieuses de New York. Il a participé à la fondation de la *Cupola*, sorte de conseil d'administration chargé de régler les litiges entre les gangs.

En 1945, Bonanno envoie son adjoint Carmine Galente à Montréal pour établir une relation d'affaires avec le crime organisé canadien, indique le document du FBI. « Au début des années 1950, Vincent Cotroni, qui semble être devenu un *capodecina* (capitaine) de Bonanno, émerge comme une figure dominante dans la région de Montréal », poursuit le rapport.

Cotroni et un de ses adjoints, Luigi Greco, ont de bons contacts en France. Grâce à eux, Carmine Galente établit pour la famille Bonanno un solide réseau qui fera de Montréal la plaque tournante du trafic d'héroïne en Amérique du Nord. C'est l'époque de la « French Connection ».

En 1957, Bonanno dirige une délégation de mafiosi américains désireux de mettre fin aux guerres intestines en Sicile. Une trentaine de caïds des deux côtés de l'Atlantique, dont Lucky Luciano et Tomasso Buscetta (qui deviendra délateur), participent à la rencontre à l'hôtel des Palmes, en Sicile.

Une *Cupola* sicilienne est créée, sur le modèle de la commission américaine. Un mois plus tard, une deuxième rencontre de haut niveau est organisée à Apalachin, dans l'État de New York. Les Canadiens Luigi Greco et Vic Cotroni y participent.

Le boss

Vic Cotroni devient officiellement le *boss* de la famille de Montréal après l'arrestation de Carmine Galente, en 1960, pour trafic de drogue. Paolo Violi est son *underboss*, ou adjoint. Les deux hommes ne sont pas siciliens : ils sont nés en Calabre. Ce détail prendra son importance plus tard.

Les réunions de l'hôtel des Palmes et d'Apalachin se sont mal terminées pour Joseph Bonanno, qui voulait tout diriger. Il se sent menacé par des « familles » rivales et se réfugie à Montréal. Non seulement dirige-t-il la mafia locale, mais il a aussi des contacts dans le milieu des affaires. Selon un document du département de l'Agriculture de l'État de New York, Bonanno a acheté les actions de Giuseppe Papalia dans une fromagerie de Lino Saputo au Québec.

C'est avec l'appui de Lino Saputo et de son père que Bonanno demande son statut d'immigrant au Canada. Le gouvernement canadien refu-

se la requête et l'expulse. De retour à New York, Bonanno se fait kidnaper. Il est dépouillé de ses pouvoirs au sein de la *Cupola*. Il s'exile en Arizona, où il finira ses jours. Le nom de « famille Bonanno » demeure, mais d'autres hommes la dirigeront pour lui.

Au début des années 70, des luttes de pouvoir déchirent aussi la mafia montréalaise. Elles opposent Paolo Violi et Nick Rizzuto, un des membres siciliens du groupe. Nick Rizzuto a débarqué à Halifax en 1954 avec sa femme, son fils Vito, alors âgé de 8 ans, et sa fille Maria.

La querelle entre Violi et Rizzuto est discutée au plus haut niveau entre les représentants des familles Bonanno et Cotroni. Il est alors décidé que Nick Rizzuto quittera Montréal : il déménage au Venezuela, où il se lie aux cartels colombiens de la drogue.

La CECO

En 1975, Vic Cotroni comparait à la Commission d'enquête sur le crime organisé (la CECO). Il est condamné à un an de prison pour refus de témoigner. À la même époque, son frère Frank est incarcéré aux États-Unis. Paolo Violi prend le contrôle de la famille à Montréal.

La tension monte entre les Calabrais comme Violi et les Siciliens, fidèles à Nick Rizzuto. Ce dernier groupe comprend des hommes comme Joe Lopresti, Domenico Manno, Paolo Renda et surtout les membres de la famille Cuntrera-Caruana.

En 1978, Agostino Cuntrera et trois autres Siciliens abattent Paolo Violi, rue Jean-Talon, à Saint-Léonard. D'autres meurtres suivent à Montréal et en Italie. Deux ans plus tard, Vito Rizzuto rentre au pays. Il est dans la force de l'âge — il a 32 ans. À la mort de Vic Cotroni (décédé d'un cancer), il prend officiellement le contrôle de la pègre montréalaise, au nom de son père.

Malgré ce changement de pouvoir, la mafia montréalaise continue de relever de la famille Bonanno de New York, alors dirigée par Philip Rastelli. Ce dernier est en prison : des « capitaines » de la famille profitent de son absence pour tenter un putsch.

Un homme loyal à Rastelli, Joseph Massino, a vent du complot, indique le document interne du FBI. Il décide de les liquider. Selon la preuve déposée hier par les autorités américaines au palais de justice de Montréal, Vito Rizzuto aurait été appelé à participer au meurtre des trois « capitaines » renégats.

Peu après, on trouve son père Nick à Milan, en Italie. Il multiplie les contacts pour organiser des envois d'héroïne aux États-Unis via le Canada, affirme le document du FBI. « Au printemps 1984, Nick Rizzuto quitte le Venezuela pour Montréal, poursuit le rapport. Le motif de ce déménagement n'est pas vraiment compris. »

Quelques mois plus tard, Tomasso Buscetta — qui avait participé à la

LE PARRAIN

Nom : Vito Rizzuto
Né le 21 février 1946

Avocat : Loris Cavaliere
Quatre accusations : meurtre, complot pour meurtres et deux chefs de gangstérisme.

Risque 20 ans de prison, selon les documents américains.

Requérant : M^e Nicolas Bourtin, adjoint du district attorney de New York, représenté au Canada par M^{es} Ginette Gobeil et Christian Jarry, ministère fédéral de la Justice.

Prochaine audience fixée par le juge Réjean Paul : le vendredi 6 février 2004.

Casier judiciaire :

- >18-08-65 : Montréal, troublé la paix. Amende : 25 \$.
- >28-01-72 : Montréal, crime d'incendie et fraude (5 chefs), 2 ans.
- >03-09-86 : Montréal, facultés affaiblies, acquitté.
- >10-12-86 : Montréal, facultés affaiblies, libéré des accusations.
- >18-12-89 : Havre-Saint-Pierre, complot pour importation de stupéfiants, acquitté.
- >17-12-90 : Nouvelle-Écosse, complot pour trafic de stupéfiant, arrêté du processus.
- >22-07-2002 : Montréal, facultés affaiblies, cause toujours en cours.

création de la *Cupola* sicilienne avec Bonanno — tourne sa veste. Il craint pour sa vie et obtient la protection de la police italienne, en échange de ses confidences.

C'est lui qui révèle toute l'importance du clan Cuntrera-Caruana, auquel appartiennent les Rizzuto père et fils. Ses dénonciations aboutiront à des arrestations massives en Italie, mais ne suffiront pas à faire arrêter les Rizzuto.

La police n'a jamais pu coïncider pour de bon le père et le fils Rizzuto. Nick a fait cinq années de prison au Venezuela pour possession de cocaïne, mais au Canada son casier judiciaire est vierge. Son nom est apparu dans un superprocès en Italie, mais le Canada ne l'a jamais extradé.

Quant à Vito, il a été condamné à deux ans de prison en 1972 pour avoir mis le feu à un centre commercial de Boucherville avec son beau-frère, Paolo Renda. Par la suite, il a été accusé deux fois de trafic de stupéfiants, mais il s'en est sorti. Depuis 2002, il doit répondre à une accusation de conduite en état d'ivresse.

Un caïd de la mafia abattu

Paolo Gervasi était hanté par le meurtre de son fils, en 2000

ANDRÉ CÉDILOT

Près de quatre ans après l'assassinat de son fils, le mafioso Paolo Gervasi, propriétaire de l'ancien cabaret Castel Tina, est tombé à son tour sous les balles d'un tueur, avant-hier, dans son fief de Saint-Léonard.

Âgé de 62 ans, Gervasi était à bord de sa Jeep Cherokee, stationnée en face d'une pâtisserie de la rue Jean-Talon, quand un tueur a fait feu à six reprises à travers la vitre du conducteur, avant de disparaître dans la nature.

Longtemps associé au clan des Rizzuto, le puissant caïd sicilien était agonisant à l'arrivée des premiers secouristes. Son décès a été constaté à l'hôpital, peu après 19h,

lundi. Selon la police, l'attentat n'a rien à voir avec la spectaculaire arrestation, une dizaine d'heures plus tard, du chef mafieux Vito Rizzuto, à la suite d'une demande d'extradition des autorités américaines.

Enquêteur privé

Depuis le meurtre de son fils Salvatore, 31 ans, en avril 2000, les rapports de Gervasi avec ses pairs de la mafia s'étaient grandement refroidis. Il n'a jamais pardonné qu'on l'ait exécuté aussi froidement d'une balle dans la tête lors d'un rendez-vous dans un lave-auto. Les assassins l'avaient ensuite placé dans le coffre arrière de sa luxueuse Porsche. En guise de message au paternel, celle-ci avait été laissée en face du domicile des Gervasi, à

Saint-Léonard.

Hanté par cet assassinat, Gervasi a tout fait pour identifier les tueurs, allant même jusqu'à engager un enquêteur privé. On croit aussi qu'il s'était rendu en Italie pour obtenir des appuis en haut lieu. Une rumeur a couru dans le milieu qu'il avait offert une forte somme d'argent — on parle de 400 000 \$ — à qui dénoncerait les auteurs du meurtre. Il aurait aussi dressé une liste noire comprenant les noms d'une douzaine de personnes.

Avant d'être assassiné, lundi soir, il a été victime d'au moins deux attentats. En août 2000, il avait été blessé par balles à sa sortie d'une banque. L'année suivante, on avait découvert une bombe sous sa Cherokee garée dans le stationnement

du café Cosenza, rue Jarry, considéré comme le quartier général du clan sicilien, à Montréal.

D'après les spécialistes de la police, il y a de bonnes chances que les meurtres de Paolo Gervasi et de son fils Salvatore soient liés au milieu italien. Au début des années 90, l'ancien cabaretier de Saint-Léonard s'était notamment fait reprocher par les Rizzuto sa participation financière dans une affaire d'importation de 100 kg de cocaïne avec des membres du clan calabrais.

Proche des Rock Machine

Plus récemment, Gervasi s'était aussi attiré les foudres du milieu en vendant la cocaïne en gros moins cher que le prix fixé par les princi-

pales organisations montréalaises, dont les Hells Angels. C'est un secret de Polichinelle que les Gervasi étaient très proches des Rock Machine et de leurs riches associés des Dark Circle. « C'était un autre signe qu'il voulait voler de ses propres ailes, et la mafia n'a pas apprécié », indique un spécialiste de la police.

Juste avant d'être tué, son fils Salvatore aurait été au centre d'une controverse entourant un prêt qu'il aurait consenti pour l'ouverture d'un réseau de serres hydroponiques. Sa mort aurait par la suite entraîné une profonde scission sur le partage des énormes profits que font annuellement les gangs italiens avec les paris clandestins dans l'île de Montréal.

SUITES DE LA UNE

« Personne ne peut maintenant douter de la parole de l'Amérique »

BUSH suite de la page A1

Il a par la suite déclaré que la reconstruction de l'Irak était dure, mais juste. « Et l'Amérique a toujours été prête à faire ce qu'il faut pour ce qui est juste. »

Bush a évité d'utiliser l'expression « axe du mal » comme il l'avait fait il y a deux ans dans son discours sur l'état de l'Union. Il a toutefois vanté les réalisations de son administration, faites grâce à sa politique étrangère musclée.

Outre l'Irak, il a cité en exemple l'Afghanistan, où les habitants « construisent une nation qui est libre, fière, et qui combat le terrorisme ». Il a aussi mis l'accent sur la Libye, rappelant que son dirigeant, le mois dernier, a accepté de révéler et de démanteler tous ses programmes de conception d'armes de destruction massive.

En neuf mois de négociations, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont pu réussir ce qui n'a pas été possible en « 12 ans de diplomatie avec l'Irak », a-t-il dit. « Et une raison est claire : pour que la diplomatie soit efficace, les mots doivent être crédibles. Et personne ne peut maintenant douter de la parole de l'Amérique », a lancé le président.

L'administration américaine avait choisi la soirée d'hier pour le discours sur l'état de l'Union afin de remettre M. Bush sous les projecteurs, qui étaient braqués depuis la veille sur John Kerry. Le sénateur du Massachusetts a remporté lundi les caucuses de l'Iowa, première étape de la course à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de novembre.

M. Bush a donné un avant-goût de la stratégie qu'il utilisera pour discréditer son futur adversaire démocrate en ce qui concerne la sécurité du pays. Après s'être félicité de l'impact de la guerre en Irak, il a insinué que pour ses adversaires, le terrorisme est un pro-

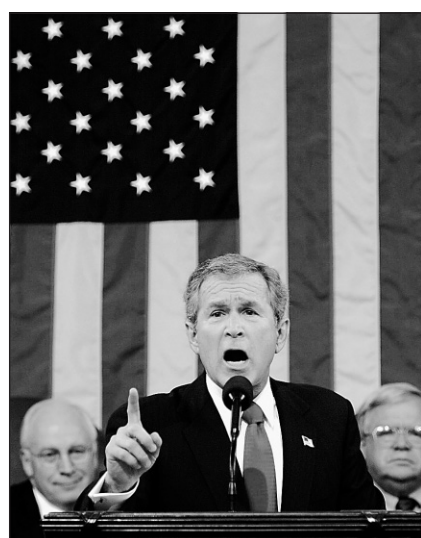


PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE © George Bush s'adressant au Congrès hier devant le vice-président Dick Cheney et le président du Congrès, Dennis Hastert.

blème qui peut se résoudre avec des « documents juridiques ». Mais c'est par « la guerre » qu'il fallait répondre aux terroristes qui ont « déclaré la guerre à l'Amérique », a martelé le président.

Généralement optimiste, M. Bush a néanmoins soutenu que son pays est toujours en guerre et que la plus grande responsabilité du gouvernement est de défendre ses citoyens. « Vingt-huit mois se sont écoulés depuis le 11 septembre 2001, a-t-il dit. Plus de deux ans sans attaque en sol américain. Et il est tentant de croire que le danger est derrière nous. Cet espoir est compréhensible, rassurant... et faux. »

Il y a encore beaucoup à faire en matière de sécurité, a dit le président. Il a ainsi demandé aux membres du Congrès de renouveler le Patriot Act. Certaines parties de cette législation très controversée, dénoncée par les associations de défense des droits et libertés pour les pouvoirs accrus qu'elle octroie aux forces de l'ordre, arri-

veront à échéance l'an prochain. Les parlementaires démocrates ont évité d'applaudir à cette occasion.

« L'Amérique, ce soir, est une nation appelée à de grandes responsabilités. Et nous nous levons pour les assumer, a-t-il déclaré, tant au sujet de la guerre au terrorisme que de la relance de l'économie et des réformes en santé et en éducation. Nous n'avons pas fait tout ce chemin, à travers la tragédie, l'épreuve et la guerre uniquement pour défaillir et ne pas compléter notre travail. »

Le président a consacré la seconde partie de son discours à son bilan politique en sol américain. Il a répété que l'économie américaine est dorénavant « forte ». Il a estimé que la situation s'est améliorée et que l'embellie se poursuit en raison des importantes réductions d'impôts temporaires adoptées au cours des dernières années. Il en a profité pour demander aux parlementaires de les rendre permanentes.

Son administration a confondu les sceptiques, a-t-il ajouté, puisque les membres du Congrès ont pu « rehausser le niveau (des) écoles publiques » et « donner (aux) aînés une couverture pour les médicaments de prescription dans le cadre du Medicare ». Il n'a toutefois pas annoncé de nouvelles initiatives majeures. Il a notamment promis d'aider les prisonniers ayant purgé leur peine à se trouver un emploi et de lutter contre la consommation de drogues chez les jeunes. Il a parallèlement exhorté les athlètes professionnels à cesser d'utiliser des stéroïdes.

Enfin, sans les nommer, M. Bush a dénoncé les mariages homosexuels. Il a pour la première fois fait comprendre qu'il pourrait être en faveur d'un amendement constitutionnel visant à statuer que le mariage « est l'union d'un homme et d'une femme ».

Stronach présente ses politiques... et promet d'apprendre le français

GILLES TOUPIN

OTTAWA — C'est en promettant de diriger le Canada « d'une façon nouvelle » que la jeune multimillionnaire de Toronto, Belinda Stronach, a annoncé hier qu'elle était candidate à la direction du Parti conservateur et au poste de premier ministre du Canada.

Dans sa ville natale d'Aurora, au nord de Toronto, la désormais ex-présidente de la multinationale de pièces d'automobiles Magna International s'est présentée comme une mère de famille de 37 ans qui fera campagne avec ce qu'elle a appelé ses « valeurs centrales », soit l'honnêteté, la compassion, la justice, le respect et l'intégrité.

« J'aime mon pays, a-t-elle dit. J'aime ce qu'il représente et les possibilités qu'il offre. En fait, je suis moi-même le produit d'une belle histoire, celle de la réussite d'un immigrant. Mon père est arrivé au Canada voilà 50 ans, avec quelques dollars en poche, avec le savoir-faire d'un machiniste et avec un rêve. Aujourd'hui, l'entreprise qu'il a fondée emploie des gens sur quatre continents. C'est le fournisseur de systèmes automobiles le plus diversifié au monde. »

Sans expérience politique, Belinda Stronach a tout de même été le catalyseur qui a permis l'union récente de l'Alliance canadienne et du Parti progressiste-conservateur, mettant fin à un schisme qui a fait pendant plus d'une décennie la vie belle au Parti libéral du Canada. Hier, elle a livré pour la première fois une véritable liste d'épicerie des politiques et des convictions qu'elle défendra si elle gagne son pari de prendre la tête du pays. « Je ne suis pas une politicienne de métier, a-t-elle convenu. Je suis une mère (NDLR : de deux enfants), une femme d'affaires et une fière Canadienne de deuxième génération. Je suis fière de ce que je suis et de ce que j'ai accompli. »

Parlant l'anglais et l'allemand, Belinda Stronach, qui a déclaré que le Québec était « une riche composante, essentielle et nécessaire à un Canada fort et uni », a promis d'apprendre rapidement le français. Pendant son discours, elle a souvent insisté pour que les Canadiens visitent son site Web bilingue (belinda.ca).

D'abord une femme d'affaires

C'est d'abord ses réflexes de femme d'affaires qui ont émergé dès le début de sa conférence de presse. « Mes expériences m'ont procuré un regard unique sur le monde, un regard sur la création d'emplois au Canada, sur la compétitivité canadienne et sur ce qu'un pays doit faire pour rester prospère », a-t-elle confié, prônant une stratégie nouvelle pour faire face à la concurren-

ce mondiale et pour créer une économie forte. « Je sais ce qu'il faut faire pour être compétitif dans l'aire mondiale », a-t-elle affirmé.

Sans faire la moindre allusion à ses rivaux dans la course, les Stephen Harper et Tony Clement, M^{me} Stronach a lancé des flèches au gouvernement libéral, déclarant qu'il avait laissé tombé les citoyens et que ses dirigeants n'avaient pas de vision pour le Canada.

De son côté, elle entend réduire l'appareil gouvernemental et baisser les impôts des Canadiens. Elle promet aussi une déduction partielle des intérêts hypothécaires. Elle s'est prononcée en faveur de la participation du Canada à l'intérieur d'un périmètre de sécurité nord-américain tout en se faisant un phare et un drapeau de la nécessité de rebâtir les forces armées canadiennes et le lien historique du Canada avec les États-Unis.

Au plan de l'innovation, M^{me} Stronach a promis de créer des centres de technologie industrielle pour former une nouvelle main-d'œuvre qualifiée et de favoriser davantage les études supérieures. Elle a promis également un meilleur système de santé universel et elle s'oppose à la décriminalisation de la marijuana. Elle s'est dite en faveur des mariages homosexuels et elle a promis d'abolir le coûteux registre des armes à feu du gouvernement libéral.

La très photogénique candidate a annoncé hier qu'elle avait remis sa démission à titre de président et chef de la direction de Magna International. Son père, Frank Stronach, assurera par intérim la présidence de l'entreprise jusqu'à ce qu'un nouveau chef de direction soit trouvé.

Peu importe si elle gagne ou perd la course à la direction du PC, la riche héritière a déjà annoncé hier qu'elle se présentera aux prochaines élections dans la circonscription de Newmarket-Aurora, là où elle a grandi et où elle vit.

Entre-temps, elle doit relever un défi de taille si elle veut rattraper l'avance détenue par l'ex-allié Stephen Harper. Belinda Stronach se présente donc comme un facteur de changement susceptible d'attirer des milliers de nouveaux membres au Parti conservateur. Il lui faut impérativement en effet recruter en six semaines entre 50 000 et 100 000 nouveaux membres pour espérer déloger M. Harper, qui se serait déjà gagné la majorité du vote des 146 000 membres actuels du parti, sans compter les partisans de Tony Clement, l'ancien ministre de la Santé de l'Ontario, qui a de profondes racines au sein de la mouvance conservatrice canadienne.

Le choix du nouveau chef conservateur se fera le 20 mars prochain.

Des revenus additionnels de 240 millions

HYDRO suite de la page A1

pour une habitation consommant 26 500 kWh par an. Pour une petite maison, où l'on consomme 20 500 kWh annuellement, l'augmentation sera de 3,5 % en moyenne.

Les locataires consommant 14 150 kWh verront quant à eux leur facture augmenter de 2,1 % en moyenne, selon la grille tarifaire déposée hier à la Régie de l'énergie par Hydro-Québec.

En tout, l'augmentation moyenne sera de 2,9 % si la Régie l'accepte, ce qui représentera des revenus additionnels de 240 millions pour la société d'État à qui le ministre des Finances, Yves Séguin, a demandé des revenus supplémentaires de 600 millions.

Hydro-Québec a déposé cette grille tarifaire à la Régie pour aider les plus démunis à encaisser les hausses de tarif d'électricité, une demande expresse faite par le ministre des Ressources naturelles, Sam Hamad.

Même si les plus pauvres occupent souvent des logements mal isolés qui consomment beaucoup d'électricité pour le chauffage, Hydro-Québec estime que le niveau de consommation reste le meilleur indicateur du niveau de revenu, peu importe les autres facteurs qui peuvent influencer la consommation d'électricité. « D'après les données tirées d'un sondage effectué par Hydro-Québec, écrit la société d'État dans un communiqué, trois familles sur quatre ayant un revenu inférieur à 20 000 \$ auraient des hausses de factures inférieures à la moyenne des Québécois puisque leur consommation est égale ou inférieure à 16 000 kWh. »

Ces nouveaux tarifs s'appliqueront si Hydro obtient sa deuxième hausse de tarifs, le 1^{er} avril.

En plus d'aider les plus pauvres, cette modulation de la hausse de l'électricité en fonction du niveau de consommation permettra « d'envoyer un signal aux consommateurs, souligne Marc-Brian Chamberland, porte-parole d'Hydro-Québec. Les kilowatts excédentaires sont plus chers parce qu'ils coûtent plus cher à Hydro-Québec. »

Pour les industriels et les commerçants, cette gradation ne s'applique pas. Si la Régie se plie à la demande d'Hydro, ces deux groupes devront assumer une hausse générale de 2,9 %.

En ce qui concerne les locataires d'un immeuble dont le chauffage est payé par le propriétaire, Hydro-Québec prévoit déjà une formule qui permet de multiplier par le nombre de logements la première tranche d'électricité. Cette première

tranche coûte déjà moins cher que les tranches supérieures.

Ceux qui examinent à la loupe leur facture d'électricité auront déjà remarqué que l'énergie n'est pas toute facturée au même tarif. Ainsi, il y a des frais de 40,17 cents par jour simplement pour être branché. Ce montant ne changera pas, selon la proposition d'Hydro à la Régie. (C'est ce montant qui est multiplié par cinq dans le cas d'un cinplex, ce qui fait dire à Hydro que les locataires dont le chauffage électrique est assumé par le proprio ne seront pas pénalisés.)

Dans la facture d'Hydro, viennent

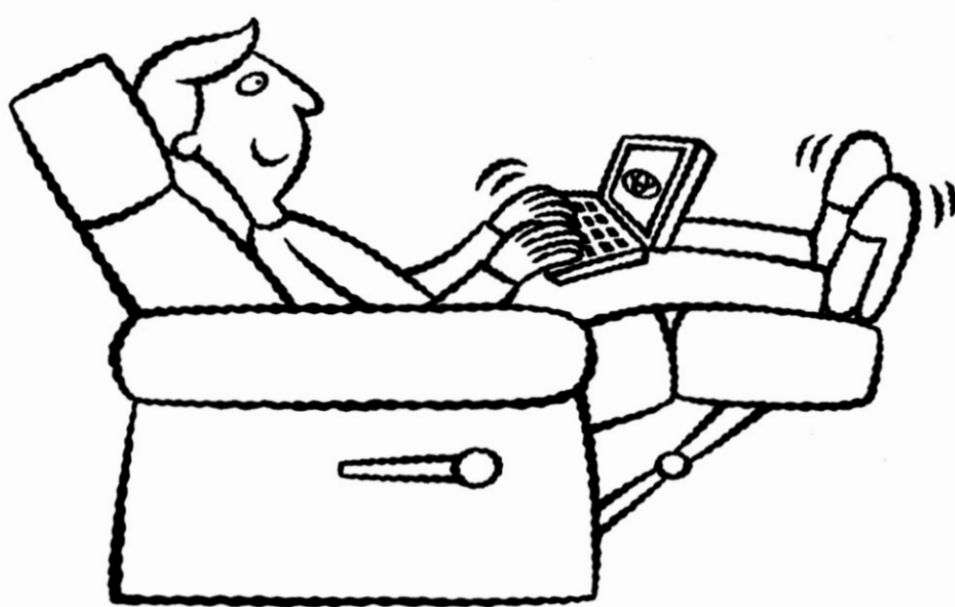
ensuite les coûts de 4,88 cents le kilowattheure pour les 30 premiers kWh consommés quotidiennement. Ce montant ne changera pas non plus.

C'est dans la dernière catégorie, celle dépassant les 30 premiers kWh, que la hausse se fait sentir. De 6,15 cents le kilowattheure, Hydro veut faire passer le coût de cette électricité à 6,59 cents le kWh, une hausse de 6,7 %.

À la mi-décembre, la société d'État a obtenu une augmentation de 3 % qui a été mise en vigueur dès le 1^{er} janvier.

Avec la collaboration d'Hélène Baril

Pour paresseux endurcis en quête d'une voiture.



Maintenant, vous pouvez chercher une voiture neuve, bien calé dans votre bon vieux fauteuil. Grâce à Accès Toyota, c'est aussi simple que d'entrer dans notre site Web. Voyez tous nos modèles. Puis, comparez avec la concurrence au moyen de données de sources indépendantes. Tout cela, sans même vous lever une seule fois. Alors, prenez place, détendez-vous et rendez-vous à accès.toyota.ca pour obtenir plus de renseignements.

ACCÈS À L'INFORMATION

ACCÈS TOYOTA
Une expérience d'achat tellement plus sympa





VINCENT MARISSAL

Une vraie course chez les conservateurs

Il est évidemment trop tôt pour conclure si Belinda Stronach est bien la nouvelle étoile au firmament politique canadien que nous promettons certains conservateurs influents ou si son nom ira s'ajouter prochainement à la longue liste des étoiles filantes disparues aussi vite qu'apparues, mais, chose certaine, elle a déjà le mérite d'avoir fortement rehaussé la course à la direction du nouveau Parti conservateur.

Jusqu'à la semaine dernière, cette course s'acheminait vers le couronnement d'un chef terne dont le charisme est proportionnel à la notoriété, c'est-à-dire à peu près nul : Stephen Harper. Du talent, certes, (après tout, c'est lui qui a recollé les pots cassés à l'Alliance canadienne et qui a réussi à le souder, finalement, au Parti conservateur), mais M. Harper n'a jamais soulevé les foules. Et contre Paul

Martin, les conservateurs devront être un peu plus attirants s'ils veulent espérer percer ailleurs que dans leurs traditionnels bastions de l'Ouest.

L'arrivée de M^{me} Stronach vient de changer la donne. Jeune (37 ans), plutôt jolie, richissime (elle a gagné neuf millions l'an dernier à la tête de Magna International), l'influente femme d'affaires a la réputation d'être une fonceuse. Elle compte aussi parmi ses amis et supporters de gros noms chez les conservateurs : Brian Mulroney, Mike Harris, Bill Davis, Ralph Klein. Chose certaine, elle ne manquera pas d'argent pour mener sa campagne. À en juger par le site Internet de la candidate (**belinda.ca**, bien fait, bien écrit, aussi bien en anglais qu'en français, il faut le souligner), elle dispose déjà d'une équipe et de moyens.

Une vraie course, en soi, c'est déjà

une bonne nouvelle pour le PC, qui avait désespérément besoin de visibilité. C'est aussi une bonne nouvelle pour les Canadiens, qui n'ont pas vu beaucoup de vraies courses à la direction des différents partis politiques au cours des dernières décennies.

L'entrée en scène de Belinda Stronach contredit aussi trois clichés tenaces en politique, à savoir que les femmes, les jeunes et les gens d'affaires ne sont pas intéressés par des carrières publiques. On verra bien vite si M^{me} Stronach est capable d'autre chose que des phrases creuses servies hier à son premier discours, mais pour le moment, c'est plutôt agréable de voir arriver un nouveau visage dans le paysage politique. Ça nous change des Mulroney, Harris, Klein, les mêmes noms qui ressortent chaque fois que la droite se cherche un guide.

Si l'entrée est réussie (du moins au plan médiatique), si le personnage est intéressant, on ne peut toutefois s'empêcher d'entretenir de sérieux doutes sur les chances de succès de Belinda Stronach. L'arrivée du messie de la droite canadienne est espéré depuis longtemps. Il a même été vu, il y a quelques années à peine, chevauchant une motomarine sur un lac de Colombie-Britannique. On connaît la suite.

Alors, avant de crier au sauveur de la droite, faudra d'abord voir la substance. D'autant plus que la riche héritière a deux défauts majeurs : elle n'a aucune expérience en politique et elle ne parle pas français. Si les militants conservateurs ont encore espoir de percer en Ontario et au Québec, les lacunes de M^{me} Stronach devrait jouer en faveur de Stephen Harper. Ce dernier est toutefois confronté à

un mouvement « anybody but Harper » (n'importe qui sauf Harper), de nombreux conservateurs influents jugeant qu'il n'a pas ce qu'il faut pour ramener leur parti aux portes du pouvoir. On trouve aussi qu'il fait trop Alliance canadienne, trop *western* pour séduire les Ontariens.

C'est peut-être ce qui rend la candidature de Belinda Stronach si intéressante : bien des conservateurs estiment que l'Alliance canadienne a, dans les faits, avalé le vieux Parti conservateur, une forme de prise de contrôle hostile, comme on dit dans le milieu des affaires.

En poussant une femme d'affaires de Toronto, conservatrice bon ton, protégée des Mulroney, Harris et Klein à la tête du nouveau PC, ils renverseraient en quelque sorte cette prise de contrôle.

Fausse écoles mais vrais visas

Les agents d'immigration ne peuvent vérifier la légitimité ni même l'existence des institutions

KARIM BENESEAIEH

Aussi étonnant que cela puisse paraître, un étudiant étranger peut obtenir son visa pour le Canada même s'il est inscrit à une école inexistante.

C'est du moins ce que révèlent plusieurs notes internes de Citoyenneté et Immigration Canada obtenues en vertu de la loi d'accès à l'information. Dans ces courriels, des agents d'immigration en poste à Pékin exprimaient de « sérieuses inquiétudes » en janvier 2002 à leurs supérieurs. Essentiellement, ils estimaient douteux qu'un agent ne puisse tenir compte de la légalité d'un programme d'études, de la conformité d'une école ou même de son existence pour refuser un visa d'étudiant.

« La législation présente ne per-

met pas à un officier de considérer la légalité d'un programme d'études », écrit notamment un agent.

Au Ministère hier, on assurait que ce trou dans la législation canadienne a été comblé avec l'adoption de nouvelles lois régissant l'immigration en juin 2002. Mais on convenait du même souffle qu'on ne disposait pas de listes permettant de vérifier la légitimité des écoles, l'éducation étant de compétence provinciale.

« Il est mieux de traiter chaque cas de façon ponctuelle que de travailler avec une liste qui date de trois ou quatre mois », affirme le porte-parole du Ministère, Paul Giroux. *La Presse* n'a pas eu de réponse à ses appels au ministère québécois des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

Chaque année, quelque 160 000

personnes sont admises au Canada pour y étudier. L'utilisation illégitime de cette filière a récemment créé des remous à Toronto, où on a craint une menace terroriste en lien avec une fausse école de commerce électronique, la Ottawa Business School. Plus d'une vingtaine d'hommes d'origine pakistanaise et indienne qui s'étaient inscrits à cette école de façade ont été arrêtés en août dernier. Tous ont cependant été lavés des soupçons de complot terroriste, puis libérés ou expulsés pour des infractions aux lois de l'immigration.

Il y a deux ans, les agents canadiens de l'Immigration en poste en Chine identifiaient notamment une école de Colombie-Britannique qui ne disposait pas d'un permis provincial approprié, mais se plaignaient du fait qu'ils ne pouvaient

considérer cet élément dans leur décision d'accorder ou non un visa d'étudiant.

Dans un autre cas, une école de Toronto proposait aux étudiants étrangers un diplôme qui n'existe qu'aux États-Unis, ce qui constituait une violation flagrante de la loi ontarienne. Essentiellement, les agents s'inquiétaient de la politique d'Ottawa selon laquelle les étudiants devaient eux-mêmes s'assurer de la légitimité de leur école. Cette politique, soulignent-ils, pourrait affecter l'image du Canada et léser les aspirants étudiants de bonne foi, qui n'ont pas les moyens de vérifier la qualité des programmes.

Le contrôle par l'industrie

Selon l'avocat qui a obtenu ces documents, Richard Kurland, le Canada n'a rien fait pour corriger cette faille. « C'est sûr que, dans une société libre et démocratique, on ne peut pas contrôler les entrées et sorties de tout le monde tout le temps. Mais on peut minimiser les risques en utilisant un mode de

contrôle qui est gratuit : une liste d'écoles véridiques et authentiques qui ont passé les contrôles. »

Il suggère notamment au gouvernement une méthode gratuite : faire confiance aux fédérations et associations elles-mêmes pour valider les écoles. Le Conseil des programmes de langues secondes au Canada, donne-t-il comme exemple, s'assure que ses 80 écoles membres satisfassent à une série de critères de qualité.

« Dans le passé, le Conseil a essayé d'offrir la liste, mais Immigration Canada n'a pas voulu la garder », affirme l'avocat.

Les choses ont changé depuis que les agents en poste à Pékin ont manifesté leur inquiétude, assure-t-on à Ottawa. Depuis juin 2002, « si l'agent a des inquiétudes, il va enquêter, affirme Paul Giroux. S'il voit l'institution ABC dont il n'a jamais entendu parlé, ça pourrait soulever des questions. À ce moment-là, il peut enquêter, via le ministère ici, sur l'institution en question. Au besoin, il va signaler ça aux autorités, à la province. »

Trois InterContinental.

Deux villes.

Un prix.

“Deux Jours” InterContinental

Quand vous séjournez dans un hôtel InterContinental au Canada, vous pouvez expérimenter deux cultures distinctes et une qualité de service. Et quel est le meilleur moment pour découvrir ce qu'InterContinental peut vous offrir? Réservez en ligne avant 18h00 le vendredi 23 janvier et vous pourrez choisir entre notre hôtel au centre-ville de Montréal et nos deux hôtels à Toronto à un seul bas prix.

129 \$ la nuit

Pour effectuer votre réservation, visitez notre site www.intercontinental.com/twodaysale et cliquez sur la destination de votre choix pour un séjour ayant lieu entre le 21 janvier et le 15 avril 2004. C'est aussi simple que cela. Mais vous devez agir vite, cette offre prendra fin sous peu.



INTERCONTINENTAL.

HOTELS & RESORTS

Montréal

360 Rue St-Antoine Ouest

Toronto

220 Bloor Street West

Toronto Centre

225 Front Street West

Les chambres concernées par cette offre ne sont disponibles que dans les hôtels InterContinental au Canada. Leur nombre est limité. Ne s'applique pas aux groupes. Uniquement pour de nouvelles réservations. Des dates d'interdiction sont à considérer. Les tarifs s'entendent par chambre en occupation double. Maximum de trois personnes. Des frais peuvent être chargés pour des lits d'appoints. Les réservations pour cette offre doivent être effectuées en ligne sur le site www.intercontinental.com/twodaysale entre le mercredi 21 janvier à 6 heures et le vendredi 23 janvier à 18 heures, heure de l'Est. Les chambres peuvent être réservées jusqu'au 15 avril 2004 inclus. Les tarifs de cette annonce sont indiqués en dollars canadiens. Ils peuvent fluctuer modiquement suivant les taux de change. Toute réservation "Deux jours" est finale et le séjour au complet doit être payé à l'avance. Les réservations ne peuvent pas être remboursées, annulées ou changées. Une fois une réservation confirmée, le montant total sera débité sur votre carte de crédit que cette réservation soit utilisée ou non. Au moment de votre réservation, il vous sera demandé de confirmer votre accord relatif à la politique de paiement préalable et d'annulation. ©2004 InterContinental Hotels Group. Tous droits réservés. Dans l'ensemble, les hôtels sont la propriété et/ou sont exploités individuellement.

SoLdEs
APRÈS INVENTAIRE

RÉALISEZ DES ÉCONOMIES SUPPLÉMENTAIRES DANS TOUS NOS RAYONS SUR VOS FAVORIS DE L'AUTOMNE-HIVER 2003 EN PROFITANT DE RABAIS ADDITIONNELS SUITE À NOTRE INVENTAIRE ANNUEL

CONTEMPORAINE

UNE ÉCONOMIE DE 77%

9.99

LE T-SHIRT ENCOLURE COLLIER

RÉG. 45.00

simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

ACTUALITÉS

KANESATAKE

L'exclusion des non-résidants est illégale

Les résolutions des chefs dissidents ne seraient pas reconnues par Ottawa

BRUNO BISSON

La décision des chefs dissidents du conseil de bande de Kanesatake d'amender leur code électoral pour retirer le droit de vote aux membres de la bande qui n'habitent pas dans le territoire mohawk est illégale et probablement même anticonstitutionnelle.

La Cour suprême du Canada, de même que la Cour fédérale, qui s'est penchée en deux occasions sur les problèmes d'interprétation du code électoral de cette communauté mohawk située au nord de Montréal, ont unanimement conclu que les personnes qui sont inscrites dans une bande indienne mais qui vivent hors de la réserve ou de leur territoire d'appartenance ont le droit légitime de participer à l'élection du conseil de bande.

Au moment où une assemblée publique leur donnait le mandat de réviser le code électoral de Kanesatake, lundi, les trois chefs dissidents Steven Bonspille, John Harding et Pearl Bonspille ne l'ignoraient d'ailleurs pas, puisqu'ils ont perdu un procès devant la Cour fédérale sur cette même question, il y a tout juste un an.

C'est la deuxième fois que des élus dissidents du conseil de bande de Kanesatake tentent de faire exclure les non-résidants des élections générales de la communauté parce qu'ils estiment, à tort ou à raison, que le chef James Gabriel compte une grande partie de ses appuis hors du territoire mohawk.

Le 31 janvier 2003, la Cour fédérale a renversé une série de décisions prises par le conseil de bande de Kanesatake relativement à l'organisation d'élections partielles devant



Deux des trois chefs dissidents de Kanesatake, Steven Bonspille (au centre) et John Harding pendant une rencontre avec les représentants des médias au plus fort de la crise, le 13 janvier.

PHOTO PC

avoir lieu au début de 2003. À l'époque, ces décisions avaient été décrétées par les mêmes chefs qui contestent le leadership du grand

chef élu James Gabriel, après que celui-ci eût été « limogé » par la faction du conseil qui lui était hostile, et qui était encore majoritaire à l'époque. Ce limogeage, par ailleurs, a aussi été déclaré illégal par la Cour.

Dans sa décision, le juge de la Cour fédérale Luc Martineau annulait les décisions du conseil dominé par les opposants de M. Gabriel, de même que l'élection de scrutateurs et des membres d'un « conseil des aînés » n'ayant aucune assise juridique, parce qu'elles étaient contraires aux dispositions du code électoral de la bande, en vigueur depuis 1992.

L'instruction de ce procès en Cour fédérale, en 2002-2003, impliquant les mêmes factions qui s'opposent encore aujourd'hui au conseil de bande de Kanesatake, a permis, par ailleurs, de déterminer que ce fameux code électoral est lui-même très problématique. Adopté « en principe » par la bande mohawk de Kanesatake en 1992, il a été modifié « en profondeur », en 1995, sans jamais que ces modifications soient entérinées par qui que ce soit, dans la communauté ou au conseil de bande lui-même.

Pire, une autre version de ce code devait aussi circuler, avec la mention « projet », en 1998, pour faire l'objet d'une présentation dans une assemblée publique qui n'a... pas eu lieu.

Hier, une fonctionnaire du ministère fédéral des Affaires indiennes, Marie-Claude Leclerc, a d'ailleurs admis en entrevue à *La Presse* que son ministère n'est pas sûr d'avoir une copie du « bon » code électoral de Kanesatake. Aucune de ces trois versions n'a jamais été formellement adoptée à la fois par un conseil élu valide, et par la population.

De toute manière, même la Cour suprême du Canada, dans une décision datant de novembre 2000, l'arrêt Corbières, tend à confirmer que les personnes inscrites au registre d'une bande autochtone, mais qui ne vivent pas dans une réserve ou un territoire fédéral à l'image de Kanesatake, conservent malgré cela leur droit de voter aux élections générales du conseil de bande en vertu de la Charte des droits et libertés.

L'arrêt Corbières, a prévenu M^{me} Leclerc, ne peut s'appliquer directement au cas de Kanesatake, puisqu'il concernait des bandes indiennes vivant sous le régime de la Loi sur les Indiens. Ce qui n'est pas le cas de Kanesatake, où le code est censé représenter la « coutume ». Une coutume vieille de 10 ans seulement et qui prévoit un appel général aux urnes, une notion qui n'a jamais existé dans la tradition mohawk ou iroquoise.

Par ailleurs, le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a confirmé à *La Presse*, hier, que si les trois chefs opposés à James Gabriel votaient des résolutions en l'absence de M. Gabriel et de ses trois partisans, Clarence Simon, Mary Chéné et Doreen Canatonquin, celles-ci ne seraient pas considérées par Ottawa comme valides, le trio ne formant pas quorum pour prendre quelque décision que ce soit.

Ainsi, si Steven Bonspille et John Harding et Pearl Bonspille faisaient appel à des consultants (avocats ou autres) pour entreprendre la modification de leur code électoral, conformément aux vœux de l'assemblée publique de lundi, ils ne pourraient pas leur verser d'honoraires ou même confirmer la valeur légale de leurs mandats de services professionnels puisqu'ils n'ont pas le droit d'engager quelque dépense que ce soit au nom du conseil de bande, faute de quorum.

Alléguant lui aussi l'illégalité du geste des dissidents, le grand chef James Gabriel leur a demandé de revoir leurs positions, jugeant que celles-ci sont discriminatoires, divisent la communauté et privent des membres de la communauté de leur droit de vote.

Avec la collaboration de la PC

Bovet

POUR HOMMES DE TOUTES TAILLES

BRRRR
A cause du froid intense.

LE **SOLDE ANNUEL D'ENTREPÔT**
dans tous nos magasins

est prolongé d'une semaine.

Jusqu'au **25 JANVIER 2004**

Tous nos COMPLETS, VESTONS SPORT et BLAZERS
de **25% à 50%** de RABAIS
COMPLETS à partir de **224⁹⁹** – VESTONS SPORT à partir de **189⁹⁹**
Tailles régulières, fortes et élancées

1500 PARKAS, BLOUSONS et CUIRS
50% de RABAIS
Tailles régulières, fortes et élancées

ÉPARGNEZ de **20% à 50%**
sur les collections
NAUTICA CUTTER & BUCK BISON®
Tailles régulières, fortes et élancées

<p>2000 PANTALONS SPORT et HABILLÉS 50% de RABAIS à partir de 49⁹⁹ Tailles régulières, fortes et élancées</p>	<p>3000 CHANDAILS et CARDIGANS 50% de RABAIS à partir de 39⁹⁹ Tailles régulières, fortes et élancées</p>
<p>CHEMISES HABILLÉES Jusqu'à 50% de RABAIS 3000 chemises à 29⁹⁹ 2000 chemises à 39⁹⁹ Tailles régulières, fortes et élancées</p>	<p>2000 CHEMISES SPORT 50% de RABAIS à partir de 29⁹⁹ Tailles régulières, fortes et élancées</p>
<p>1000 CRAVATES Jusqu'à 60% de RABAIS à partir de 19⁹⁹ 3 pour 50\$</p>	<p>600 CHAPEAUX et CASQUETTES Jusqu'à 60% de RABAIS 29⁹⁹</p>
<p>CHAUSSURES DEXTER, ROCKPORT, FLORSHEIM 40% de RABAIS Modèles sélectionnés</p>	<p>BOTTES D'HIVER 25% de RABAIS</p>

• MONTRÉAL: 4475, boul. Métropolitain Est – Galeries d'Anjou • CENTRE-VILLE: Complexe Desjardins
• OUEST: Centre Rockland – Fairview Pointe-Claire • RIVE-SUD: Promenades St-Bruno – Mail Champlain, Brossard
• LAVAL: Carrefour Laval • RIVE-NORD: Place Rosemère • REPENTIGNY: Galeries Rive-Nord • JOLIETTE: Galeries Joliette
• QUÉBEC: Place Sainte-Foy (Espace Nord) – Galeries de la Capitale

FABRICVILLE

VOTRE MÉGA MAGASIN MODE ET DÉCOR MAISON
www.fabricville.com

ACHETEZ 1m (au prix cour.)
PLUS GRAND que JAMAIS!
2 GRATUITS
OBTENEZ-EN (de valeur égale ou moindre)

MODE

- Aspects **SUÈDE**
- **TRICOTS**
- Tissus pour **MANTEAUX**
- Tissus à **COSTUME**
- **VELOURS CÔTELÉS**
- **COTONS**
- Tissus pour **VÊTEMENTS SPORTS**
- **POLYESTERS** unis et imprimés
- Tissus pour **CHEMISIERS** et **BEAUCOUP PLUS!**

decorville

ASSORTIMENT DE

- **CHEMINS de TABLE** en dentelle
- **ORGANZAS** unis ou imprimés
- **VOILES** grande largeur
- **JACQUARDS** unis ou imprimés
- **VELOURS • CHENILLE** • Imprimés coton **SATINÉ • TAFFETAS**, et plus.

Sélection d'items **TOUT-FAITS**

- **RIDEAUX À GANSES • VOILES froissés • Semi-VOILES**

ARTICLES de COUTURE

- **FIL Premium Stitch**
- **DENTELLES Supreme**
- **RUBANS Offray**
- **GARNITURES perlées Envi**

DERNIÈRE CHANCE!
Imprimés de Noël

Le symbole "Moins cher pour membres" indique les prix membres **clubelite**. Escomptes non-membres aussi disponibles en magasin. Spéciaux de draperies non-valides pour les commandes à domicile. La marchandise peut varier d'un magasin à un autre.

FABRICVILLE

Visitez nous à www.fabricville.com
Le plus grand distributeur de tissus et draperies avec 170 magasins à travers le Canada

Ouvert les dimanches de MIDI à 17h
Pour des raisons d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins.
Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

decorville Service à Domicile **GRATUIT**
(514) 388-6600

- PLACE VERSAILLES - 7275, rue Sherbrooke est (514) 493-4666
- CENTRE VILLE - 354, rue Ste-Catherine ouest (514) 866-1821
- N.D.G. - 6444, av. Somerset (514) 483-2685
- D.D.O. - 2050, boul. St-Régis (514) 683-4550
- MONTRÉAL - 1178, rue Beaumont (514) 737-4755
- LASALLE - 8469, boul. Newman (514) 365-8045
- GALERIES LAVAL - 1545, boul. Le Corbusier (450) 978-1313
- CENTRE GREENFIELD PARK - 3566, boul. Taschereau (450) 672-8884
- CENTRE RÉGIONAL CHATEAUGUAY - 200, boul. d'Anjou (450) 699-4112
- GALERIES ST-LAURENT - 1993, boul. Marcel-Laurin (514) 334-0910

Camp Ashraf: le Haut-Commissariat aux réfugiés pressé d'intervenir

ANDRÉ DUCHESNE

Les représentants de quelque 1100 personnes, dont une vingtaine du Canada, opposées au régime iranien des mollahs et présentement consignées au camp d'Ashraf, en Irak, demandent l'aide du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés afin d'éviter que celles-ci soient extradées en Iran.

« Nous souhaitons obtenir une déclaration tant du Haut-Commissariat que de tous les pays concernés afin d'assurer à ces personnes qu'elles ne seront pas extradées en Iran », mentionnait hier après-midi Warren Creates, un avocat d'Ottawa représentant 17 familles canadiennes ayant de proches dans le camp d'Ashraf.

M. Creates s'est envolé hier soir pour Genève où il rencontrera les avocats de huit autres pays comptant des ressortissants dans le camp sous la garde de soldats américains. « Ce sera l'occasion d'échanger des idées, de partager des informations et de voir comment on peut faire avancer les choses. Nous prévoyons aussi rencontrer des représentants de la Croix-Rouge internationale », a-t-il indiqué.

En attente

Situé au nord de Bagdad, le camp Ashraf abrite environ 3850 personnes, dont 1100 d'une dizaine de pays occidentaux (France, Canada, Australie, États-Unis, Italie, Danemark, Suède, Norvège, Allemagne, Angleterre), tous membres des Moudjahidines du peuple, groupe d'opposants en exil du régime de Téhéran. Ces derniers ne cachent pas leur intention de faire tomber le régime des mollahs, instauré à la suite de la révolution de 1979, et ont trouvé refuge chez le voisin irakien avec la bénédiction de Saddam Hussein.

Or, depuis l'invasion américaine du printemps, ils sont consignés à ce camp et attendent toujours une décision quant à leur sort. L'Iran réclame leur extradition, mais l'administrateur américain en Irak, Paul Bremer, a déjà déclaré qu'ils seraient au contraire extradés dans un autre pays.

Échange d'informations

Au ministère des Affaires étrangères à Ottawa, le porte-parole Reynald Doiron indique qu'on est toujours dans le processus d'échanges d'informations avec les autorités américaines et d'identification des ressortissants canadiens qui seraient là-bas.

« On regarde quatre choses : l'identité des personnes, leur situation générale, leur statut au Canada et leurs intentions », dit-il. Par « intention », M. Doiron veut dire : qu'est-ce que les personnes concernées veulent faire. Certains ressortissants canadiens auraient quitté le pays depuis des années pour se joindre aux Moudjahidines.

Résolution d'appui

Pour leurs familles restées au pays, une expulsion en Iran équivaut à une mort certaine. Venues des quatre coins du pays, ces familles se sont réunies à Ottawa samedi dernier afin de faire le point avec l'avocat Warren Creates.

En entrevue avec *La Presse* hier, ce dernier s'est aussi dit réjoui de l'adoption par 305 politiciens britanniques (220 de la Chambre des communes et 85 de la Chambre des lords) d'une résolution d'appui aux réfugiés du camp Ashraf. Ils réclament aussi des États-Unis de retirer les Moudjahidines de la liste des groupes terroristes. « C'est un développement très important car ils ont un poids politique énorme », dit M. Creates.

Liza Frulla veut s'attaquer au manque de places en garderie et à la dénatalité

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — La nouvelle ministre fédérale du Développement social, Liza Frulla, a assuré hier qu'elle était « définitivement à gauche » et qu'elle n'agissait pas comme sim-

ple caution progressiste au sein du gouvernement de Paul Martin, perçu comme plus à droite que celui de Jean Chrétien.

Elle entend bien se servir de cette étiquette pour faire avancer deux dossiers à Ottawa : l'amélioration des

services de garde et la pérennité des programmes sociaux face au vieillissement de la population. « Moi, j'ai toujours été une fille de gauche », a-t-elle lancé au cours d'une interview dans son bureau de députée, sur la colline parlementaire.

Sa priorité, celle qu'elle aimerait voir incluse dans le discours du Trône du 2 février, c'est celle de l'enfance. Plus particulièrement, elle aimerait faire du Canada un leader mondial en matière de garderies — pourtant une compétence des provinces. « On s'aperçoit qu'il y a des besoins au niveau des places de garde. Si le gouvernement (fédéral) décidait d'en faire une priorité, bien à ce moment-là, c'est sûr que le soutien financier devrait suivre. »



CHEVROLET

L'AVEO OFFRE PLUS D'ESPACE. L'AVEO OFFRE PLUS D'ESPACE. L'AVEO OFFRE PLUS D'ESPACE. (ON DIRAIT QU'IL Y A DE L'ÉCHO ICI.)

L'AVEO PEUT ACCOMODER 5 PASSAGERS ET OFFRE 10 PO DE PLUS POUR LES JAMBES QUE LA TOYOTA ECHO 5 PORTES.



VOICI LA NOUVELLE CHEVROLET AVEO 5

<p>149\$/mois** terme de 48 mois à la location</p>	OU	<p>à l'achat 13 798\$* avec 0% financement†</p>
--	----	---

- Moteur 1,6L DACT 4 cyl. de 103 HP • Banquette arrière repliable divisée 60/40 • Phares antibrouillard
- Chauffe-moteur • Garantie limitée 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise

VOICI LA NOUVELLE CHEVROLET OPTRA

QUAND LE STYLE EUROPÉEN DEVIENT ABORDABLE.

<p>179\$/mois** terme de 48 mois à la location</p>	OU	<p>à l'achat 16 188\$* avec 0% financement†</p>
--	----	---

• Moteur 2,0L DACT 4 cyl. de 119 HP • Portes et vitres avant à commandes électriques • Lecteur CD à 4 haut-parleurs • Banquette arrière divisée à dossier rabattable • Garantie limitée de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

LA TOUTE NOUVELLE CHEVROLET MALIBU

« ...MALIBU AVAIT UN COMPORTEMENT SEMBLABLE À CELUI DE L'ACCORD, IL DÉPASSAIT LARGEMENT CELUI DE LA CAMRY » *L'Annuel de l'automobile 2004*

<p>259\$/mois** terme de 48 mois à la location</p>	OU	<p>à l'achat 22 698\$* avec 0% financement†</p>
--	----	---

• Moteur 2,2 L ECOTEC DACT 4 cyl. de 145 HP • Architecture Epsilon de conception allemande • Transmission automatique à 4 vitesses avec surmultipliée • Climatiseur • Miroirs, portes, vitres, et siège du conducteur à commandes électriques • Banquette arrière divisée 60/40 à dossier rabattable et siège passager avant inclinable à plat • Pédales à réglage électrique

VOICI LA NOUVELLE CHEVROLET EPICA

« ELLE SE DISTINGUE PAR SES TOUCHES D'ÉLÉGANCE HABITUELLEMENT RÉSERVÉES À DES VOITURES BEAUCOUP PLUS ONÉREUSES. » *Autonet.qc.ca*

<p>279\$/mois** terme de 48 mois à la location</p>	OU	<p>à l'achat 23 998\$* avec 0% financement†</p>
--	----	---

• Moteur 2,5L 6 cyl. en ligne de 155 HP • Transmission automatique à 4 vitesses • Climatiseur • Vitres, portes et miroirs chauffants à commandes électriques • Roues de 15 po en alliage • Télédévrouillage • Lecteur CD à 4 haut-parleurs • Garantie limitée de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

ERRATUM

L'erreur suivante figure dans notre circulaire en vigueur le 21 janvier 2004.

Page 4 - L'imprimante laser ML-1710 Samsung (no 15024) annoncée au prix de 149,89 \$ après un rabais postal de 50 \$ et un rabais instantané de 100 \$.

Ce produit n'a pas un rabais instantané de 100 \$. Le prix devrait être comme suit : 298,89 \$ moins le rabais postal de 50 \$ = 249,89 \$

Nous nous excusons sincèrement de tout inconvenient que cela aurait pu vous causer.



rien de plus simple™

3199440A

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2004 en stock suivants : Aveo (1TD48/R7A), Optra (1JD19/R7A), Epica (1VB69/R7A) et Malibu (1ZS69/R7B). Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. *À l'achat, préparation incluse. Transport (Aveo, Optra et Epica : 930 \$, et Malibu : 900 \$), immatriculation, assurances et taxes en sus. **À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent : Aveo 5 portes (2028 \$), Optra (2399 \$), Epica (2055 \$) et Malibu (2523 \$). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 c du km après 80 000 km. Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigible à la livraison. †Taux de financement à l'achat de 0% pour des termes allant jusqu'à 48 mois (Malibu : 36 mois). Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.



3199443

ACTUALITÉS

Les instituts de recherche en santé demandent 379 millions de plus à Ottawa

ARIANE KROL

Les instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) demandent à Ottawa d'augmenter leur budget de 61 % d'ici quatre ans.

« Depuis environ deux ans, on se dit que ça prendrait environ un milliard de dollars par année pour être capable de vraiment réaliser la vision de notre plan stratégique », commente Rémi Quirion, directeur scientifique de l'Institut de neurosciences, de la santé mentale et des toxicomanies, un des 13 instituts membres des IRSC.

Les IRSC ont remplacé il y a trois ans le Conseil de la recherche médicale du Canada, un organisme dont Ottawa subventionnait la recherche biologique et clinique. Deux volets se sont ajoutés à leurs recherches : la qualité des soins et la santé de la population.

Outre les neurosciences, les 13 instituts s'intéressent à de nombreuses facettes de la santé humaine — dont celle des autochtones, des enfants et des adolescents —,

au vieillissement, au cancer, à la génétique, aux politiques de santé et à la santé publique, aux maladies infectieuses, à l'arthrite, à la santé circulatoire et respiratoire, à la nutrition et au diabète.

Ils ont reçu 621 millions de dollars d'Ottawa pour l'année 2003-2004. Dans leur plan stratégique rendu public hier, ils demandent un milliard pour l'exercice 2007-2008, soit 94,8 millions de plus par an d'ici quatre ans. Ils espèrent que le minibudget fédéral attendu au cours des prochaines semaines aura une pensée pour eux.

Les sommes supplémentaires iraient en priorité au recrutement de chercheurs et au transfert de connaissances. « Pour faire de la bonne recherche médicale, ça dépend avant tout de la qualité des chercheurs. Et si on fait une nouvelle découverte, comment s'assurer que ça aura un impact sur la qualité des soins offerts ? » illustre Rémi Quirion.

Les IRSC financent environ 1000 chercheurs en santé dans les univer-

sités, les centres hospitaliers universitaires, ainsi que dans les centres de recherche et les labos gouvernementaux. L'organisme a versé 589 millions en bourses (85 % de son budget) en 2003-2004 et veut demeurer attractif pour les scientifiques de calibre.

Ce sont des chercheurs financés par les IRSC qui ont séquencé le génome du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) en 11 jours seulement au printemps dernier. Et Brett Finlay, l'un des deux universitaires qui ont mis au point un vaccin contre la bactérie *E. coli* chez les bovins, est aussi un chercheur des IRSC.

Ce ne sont pas les projets de recherche qui manquent. Faute de fonds, l'organisme a dû refuser 472 propositions classées très bonnes ou excellentes en mars dernier.

« S'il n'y a pas d'augmentation (du financement), certains programmes vont être développés moins rapidement ou nous ciblerons certains domaines un peu plus étroitement. Mais nous sommes toujours très optimistes », dit Rémi Quirion.

Monsanto accuse un fermier de violation d'un de ses brevets

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le géant mondial des biotechnologies Monsanto a soutenu hier devant la Cour suprême du Canada que le fermier de la Saskatchewan Percy Schmeiser avait planté le canola — transgénique — Roundup Ready de façon délibérée sur sa terre en 1997, contrevenant ainsi au brevet de la compagnie sur le produit.

L'avocat représentant Monsanto devant le plus haut tribunal du pays, Robert Hughes, a rejeté les prétentions de M. Schmeiser, qui affirme que le canola Roundup Ready s'est retrouvé dans ses champs par accident après avoir été transporté par le vent ou déversé par un camion de passage.

« Ce cas, que nous soumettons, est un cas assez simple de violation d'un brevet avec utilisation connue du matériel sous brevet », a affirmé M. Hughes.

L'avocat de M. Schmeiser, Terry Zakreski, a fait valoir pour sa part qu'il n'est pas important de savoir comment le canola transgénique avait poussé sur la ferme de son client parce que les plantes ne peuvent être brevetées.

La Cour suprême a déjà statué que les formes supérieures de vie ne peuvent être brevetées au Canada. L'avocat Zakreski a indiqué que les plantes sont des formes supérieures de vie — comme les souris — avec la capacité de croître et de se reproduire et de se retrouver dans des endroits où elles ne sont pas désirées.

« La Loi sur les brevets n'a pas été conçue pour ce genre d'inventions. »

M. Hughes a expliqué que Monsanto ne revendique pas de brevet sur le canola, mais plutôt sur le gène qui lui a été ajouté pour en faire une plante résistante à l'herbicide Roundup. L'avocat a toutefois admis que le gène en question se retrouve dans chaque cellule de la plante, des racines jusqu'aux feuilles.

Prenant la parole pour le gouvernement de l'Ontario, Sara Blake a affirmé que les brevets sur les gènes pourraient faire obstacle à la recherche sur les maladies génétiques et faire grimper les coûts de certains tests médicaux. Les partisans de Monsanto dans cette affaire, l'Association canadienne des producteurs de canola entre autres, soutiennent au contraire qu'il est vital pour la recherche d'avoir des droits de brevet forts.



Les Bougon

C'est aussi ça la vie!

ce soir 21h

www.radio-canada.ca/bougon

SCÉNARIO ET DIALOGUES : FRANÇOIS AVARD
RÉALISATION : ALAIN DESROCHERS

Ici
Radio-Canada

POLITIQUE

Privatisations: Charest s'inspire de l'Angleterre

DENIS LESSARD

LONDRES – C'est les yeux rivés sur l'expérience britannique que le gouvernement Charest prendra le virage des privatisations et des partenariats public-privé. Le Royaume-Uni a innové en repensant les rapports entre l'État et le secteur privé, une expérience qui guidera le gouvernement du Québec dans sa stratégie, a soutenu hier le premier ministre Jean Charest.

Prenant la parole devant 300 convives de la Chambre de commerce Canada-Royaume-Uni, M. Charest a appelé que son gouvernement s'était engagé, lui aussi, à encourager les partenariats public-privé, une formule désormais répandue au Royaume-Uni et « condition essentielle à une plus grande prospérité ».

« Le Royaume-Uni a été un leader dans la mise en place et dans l'évaluation de nouvelles formes de gouvernance, qu'elles soient privées ou publiques. Nous avons beaucoup à apprendre de l'expérience britannique », a dit M. Charest devant son auditoire réuni à un jet de pierre de la City.

Ironiquement, le premier ministre du Québec paraissait ramer à contre-courant à Londres avec son credo en faveur du secteur privé. La veille, le premier ministre Tony Blair avait annoncé que son gouvernement allait nationaliser le transport ferroviaire, privatisé il y a

quelques années. Car le passage au privé décrété sous son prédécesseur conservateur, John Major, a accouché d'un réseau de transport en commun morcelé, d'une efficacité bien inégale et moins sécuritaire. D'autres privatisations ont mieux tenu la route toutefois, pour la téléphonie, les hôpitaux et les prisons, notamment.

Faisant partie de ses deux jours à Londres, M. Charest a souligné que la question des partenariats public-privé avait monopolisé son entretien avec le vice-premier ministre John Prescott. L'expérience britannique montre cependant que ces privatisations ne sont pas une panacée, a-t-il convenu.

Faisant partie de l'auditoire, Bernard Magny, jeune Québécois qui travaille depuis trois ans à Londres dans le secteur financier, a constaté par exemple que « les trains fonctionnent vraiment mal ». « Je ne suis pas convaincu que la privatisation est la solution... mais le gouvernement Charest a l'air d'aller dans cette direction, a-t-il observé. On ne peut pourtant pas dire que les Britanniques soient totalement satisfaits des privatisations ».

Sur les partenariats public-privé, « si le Québec peut apprendre de l'expérience des autres, à leurs frais, cela peut être utile. Des bonnes comme des mauvaises expériences », dira, ironique, Harvey Susser, directeur de Capital Repre-

sentatives, une firme britannique de promoteurs d'investissements.

Britanniques alléchés

Les investisseurs britanniques semblent manifester un grand intérêt à l'endroit du Québec, du fait que le gouvernement Charest veut à la fois privatiser son industrie du capital de risque et accroître sa part d'investissements étrangers. Selon le premier ministre, Québec n'a toutefois pas l'intention de brader des actifs de la SGF et des Innovatech : l'investissement étranger en capital de risque viendra en bonne partie s'ajouter à ce qui est fait. Le rapport de Pierre Brunet, qui recommandait que Québec retire ses billes de ce type d'investissements, sera discuté en commission parlementaire. Le capital de risque vient à 70 % du gouvernement au Québec contre 30 % en Ontario, a rappelé M. Charest.

Celui-ci a aussi vanté les avantages fiscaux dévolus aux entreprises, avantages pourtant que promet à chaque occasion de réduire son ministre des Finances, Yves Séguin. Les interventions gouvernementales appuieront désormais davantage le secteur privé plutôt que de prendre la place de ce secteur, d'expliquer Jean Houde, président d'Investissement Québec, présent, comme Henri Paul Rousseau, patron de la Caisse de dépôt, au discours de M. Charest.

Pour une hausse des droits de scolarité

L'actuel gel des droits de scolarité risque de compromettre la qualité de l'éducation supérieure, sans pour autant profiter aux étudiants moins riches, selon l'Institut économique de Montréal. « Les contribuables

moyens se trouvent en pratique à financer les hauts salariés de demain », a indiqué hier Norma Kozhaya, économiste à l'IEDM.

« Le véritable enjeu pour l'IEDM, c'est que le gouvernement baisse les

impôts, peu importe si cela affecte l'accès à une bonne éducation », a répliqué Nicolas Brisson, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). — Marie allard

Henri Massé évoque la grève générale

GILLES NORMAND

QUÉBEC – Le président de la FTQ, Henri Massé, prévient le premier ministre Jean Charest qu'il se prépare des mois extrêmement difficiles s'il continue à travailler comme avant les Fêtes ».

M. Massé résumait du même coup le message qu'il a passé au premier ministre lors d'une toute récente rencontre privée, et il a indiqué non sans rancoeur que la nouvelle loi 31, qui modifiait l'article 45 du Code du travail pour favoriser la sous-traitance, allait constituer un enjeu électoral aux prochaines élections.

« Pour nous, 45 va demeurer un enjeu électoral. Je suis certain que ça va être sur la table aux prochaines élections, parce que c'est écoeurant ce qu'on vient de nous faire et on ne l'oubliera jamais », a déclaré le président de la FTQ à l'entrée de la salle du Conseil législatif, avant de témoigner devant la Commission des institutions qui étudie le projet de loi 35 modifiant la Loi sur la justice administrative.

Entre-temps, la centrale syndicale met au point une stratégie pour inciter les employeurs à éviter de foncer tête baissée dans « le trou béant que Québec a creusé dans l'article 45 ».

« S'ils s'engouffrent dans le trou, ils vont avoir la gang de la FTQ aux trousses. On va défendre notre monde », lance M. Massé en guise de mise en garde. Il ajoute que déjà une vingtaine d'employeurs à sa connaissance ont commencé à utiliser cette réforme.

Henri Massé indique toutefois que le premier ministre Charest lui avait affirmé, lors de cette rencontre privée, qu'il n'avait pas l'intention de faire adopter aucun autre projet de loi qui serait néfaste au mouvement syndical.

« Mais à la FTQ, on est toujours vigilant », souligne-t-il en n'écartant pas la possibilité d'une grève générale si nécessaire.

À ce propos, les syndicats seront consultés dès le début de février, bien que certains groupes aient déjà pris un vote en faveur de celle-ci. « On va consulter notre monde. On va demander à nos membres s'ils sont prêts à faire la grève générale si le gouvernement maintient la même attitude avec des lois qui viennent diminuer les droits des travailleurs et réduire leurs conditions de travail. »

Si la réponse est affirmative, la FTQ va s'organiser, a-t-il dit.

« Si jamais on est obligé, il faut qu'on soit capable de procéder très rapidement. C'est tout un travail d'organisation. On n'improvise pas une affaire comme celle-là, on l'organise. »

STEINWAY & SONS, BOSTON, ESSEX, MENDELSON

Solde de piano

\$\$\$ dollar fort = aubaines spectaculaires

Grâce à la force du dollar, Pianos Prestige a l'opportunité de vous offrir des pianos à prix spectaculaires.

Piano neuf	2 895 \$
Piano neuf 48 po	3 995 \$
Pianos d'occasion	2 695 \$
Pianos de démonstration 44 po	2 895 \$
Antiquités	900 \$

4 jours seulement
22, 23, 24 et 25 janv.
Ouvert le dimanche

2 étages, plus de 130 pianos disponibles pour livraison immédiate

NE MANQUEZ PAS CE SOLDE EXTRAORDINAIRE.

PIANOS PRESTIGE

6078, rue Sherbrooke Ouest
(514) 482-5304 - 1 877 333-3232
www.pianosprestige.ca

LOCATIONS, ACCORDS, PARTITIONS DE MUSIQUE

PIANO AUTOMATIQUE - SERVICE PERSONNALISÉ

La Chirurgie Esthétique

avec un **CHIRURGIEN PLASTICIEN certifié**

- Foto-facial avec Lumière Intense pour : les taches brunes, la rosacée
- Lasers pour : Rides / Varices
- Microdermabrasion
- Botox / Artecoll / Restylane
- Lifting Facial /Mini-lifting du cou
- Augmentation / Lifting Mammaire
- Liposuction / Abdominoplastie, etc.
- Évaluation Cutanée **GRATUITE**

FINANCEMENT DISPONIBLE

ÉPILATION AU LASER

Spéciaux des fêtes

- Lèvre supérieure **49 \$**
- Aisselles **129 \$** par traitement

Cosmedica
Dr Arie Benchetrit, FRCS(C)
CHIRURGIEN PLASTICIEN
1, rue Holiday, bureau 813
Pointe-Claire
(514) 695-7450
www.plasticsurgerymontreal.com

*Nouveaux patients: 1er traitement avant le 31 jan. 04

Aéroplan

1000 milles Aéroplan^{MD} par séjour

Club GOUVERNEUR

- Petit déjeuner continental ou 5^e de rabais au restaurant †
- 15^e nuitée gratuite
- Accès Internet haute vitesse**
- Et autres avantages †

Nuit et petit déjeuner
À partir de **75 \$***

* Le prix peut varier selon les établissements. Aucune autre offre ne peut être jumelée à cette offre. En vigueur du 1^{er} janvier au 31 mars 2004.
** Dans certains établissements.
† Voir tous les détails sur le site www.gouverneur.com
†† Appliquable seulement lors de votre séjour à l'hôtel où vous séjournez.
MD Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada.

GOUVERNEUR HÔTELS

1 888 910 1111
www.gouverneur.com

Montréal (Place Dupuis) • Montréal (Île Charron) • Québec (Sainte-Foy) • Trois-Rivières • Sherbrooke • Saint-Georges • Chicoutimi • Rimouski • Sept-Îles • Rouyn-Noranda • Shawinigan • Saint-Jean-sur-Richelieu

La nouvelle 5^e évolution




Pour une puissante révolution.

À partir de **749 \$** par mois pendant 36 mois

Comptant	Paiement
8 400 \$	749 \$
5 000 \$	849 \$
0 \$	999 \$

BMW Série 5

www.bmwmontreal.ca



Le plaisir de conduire.™

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

BMW Laval
2450, boul. Chomedey
(450) 682-1212
(514) 990-2269
www.bmwval.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16710, autoroute Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662
(514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Rive-Sud
Park Avenue BMW
Nouvelle adresse
8400, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.parkavenuebmw.com

Offre valable sur le modèle 2004 530i neuf, en stock. Le taux de location est celui offert exclusivement par les Services financiers BMW et est disponible auprès des concessionnaires BMW participants, conditionnellement à l'approbation du crédit. Profitez du programme de dépôt de sécurité multiple pour obtenir un taux d'intérêt encore plus avantageux. Les mensualités tiennent compte du rabais des concessionnaires participants et sont établies en fonction d'un contrat de crédit-bail à terme de 36 mois et d'un versement initial tel qu'indiqué. Le taux de location est de 7,75 %. Valeur résiduelle garantie de 41 230 \$. Des frais de 0,25 \$ le kilomètre s'appliquent sur la portion du kilométrage excédant 20 000 km par année. Premier versement et dépôt de sécurité exigés. Consultez votre concessionnaire BMW du Grand Montréal pour connaître tous les détails. Cette offre prend fin le 31 mars 2004. Photo à titre indicatif seulement. Entretien inclus pendant 3 ans ou 60 000 km selon les intervalles recommandés par BMW. Fret, transport, préparation, frais d'administration et taxes en sus.



NOS OFFRES VOUS EXCITENT? PRENEZ DONC UNE DOUCHE FROIDE.

19⁹⁹

Tapis de bain réversibles en coton
Exclusifs à Déco Découverte, ces tapis de bain moelleux tout coton mesurent 53 cm x 86 cm et sont offerts dans une variété de couleurs.



14⁹⁶

AILLEURS 24⁹⁹
Draps de bain géants
Draps de bain luxueux en plusieurs couleurs.



depuis **149⁹⁹** manne à linge

Meubles Ensuite en bois
Gagnez de l'espace avec ces jolis meubles offerts en plusieurs modèles.



5⁹⁶ serviette de bain



Offre sensationnelle de serviettes
Serviettes, essuie-mains et débarbouillettes tout coton en 5 couleurs décor.



49⁹⁹

Pomme de douche Cascadia de Waterpik
Cette pomme de douche flexible de 20 cm dispense une forte pluie de plus de 100 jets.

9⁹⁹ gobelet



Accessoires de salle de bains
Variété de superbes articles en porcelaine et cuivre qui ajouteront une touche de romantisme à votre salle de bains.

9⁹⁶ serviette de bain

AILLEURS 17⁹⁹

Serviettes de bain texturées*
Une aubaine! Débarbouillette, essuie-mains et serviette de bain de couleurs variées.



7⁹⁶ serviette de bain

AILLEURS 19⁹⁹

Variété de serviettes épaisses en coton
À ce prix, faites-en provision pendant qu'il y en a!
(Échelle porte-serviette en chrome, 59,99 \$.)



99⁹⁹

Pèse-personne électronique Body Fat de Salter

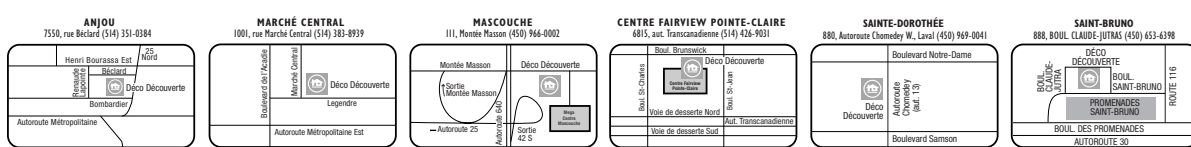
Ce pèse-personne de facture moderne est doté d'un écran en verre trempé et d'un écran ACL à affichage géant.



ça fait changement!

Insufflez de la fraîcheur à votre foyer grâce au plus grand détaillant d'articles de salle de bains, de cuisine et de literie du pays, Déco Découverte. Services de vaisselle charmants, housses de couette douillettes et bougies lumineuses, tout y est. Les bas prix font aussi partie du décor!

* Le choix des couleurs, motifs et modèles varie selon le magasin.



20% DE RABAIS
à l'achat d'un seul article

En vigueur jusqu'au 31 janvier 2004

Limite d'un bon par personne. Ce bon ne peut être combiné à aucune autre offre et ne s'applique pas aux achats antérieurs ni aux articles Nautica, Tommy Hilfiger, J.A. Henkels, Cuisinart, KitchenAid, Saeco, et Tilia, aux micro-ondes, aux cartes-cadeaux Hbc et aux achats en ligne d'articles inscrits à un registre de cadeaux.



NOTRE LIQUIDATION SEMESTRIELLE SE POURSUIT.
Précisions en magasin.

MONTRÉAL PLUS

Crise à l'école Louis-Joseph-Papineau

Le directeur est accusé de dilapider une subvention de 1,2 million

MARIE ALLARD

C'est la crise à Louis-Joseph-Papineau, une école secondaire du quartier Saint-Michel où le taux de décrochage est de 69,4 %. Selon ce qu'a appris *La Presse*, le représentant syndical des professeurs, ainsi que ses sept collègues siégeant au Comité de participation des enseignants aux politiques de l'école (CPEPE), ont remis leur démission.

Au coeur du conflit : la façon dont est dépensée une subvention gouvernementale de 1,2 million reçue cette année pour favoriser la réussite en milieu défavorisé.

« Il y a un problème grave à Louis-Joseph-Papineau, a confirmé Daniel Choquette, du service des communications de l'Alliance des professeurs. Que des représentants dûment nommés par leurs collègues refusent de collaborer avec la direction, c'est rare. Ça révèle un profond malaise. »

Il a été impossible de parler à Jean-Pierre Fillion, le directeur de l'école. « On sait fort bien qu'il y a des problèmes d'organisation à Louis-Joseph-Papineau, a reconnu hier Claudette Lechasseur, porte-parole de la Commission scolaire de Montréal (CSDM). On sait que ce sont des problèmes sérieux,

Ça n'a aucun sens : 70 % du budget est consacré à des réunions qui servent à gérer 30 % qui restent.

mais on n'a pas l'intention de négocier à travers les médias. »

Accueillant 1200 élèves dont plus du tiers sont en « cheminement particulier », l'établissement touche une subvention annuelle de 595 033 \$ sur cinq ans, dans le cadre du programme Agir autrement. N'ayant rien dépensé en 2002-2003, le directeur — le troisième en cinq ans à occuper ce poste — dispose du double cette année, soit plus d'un million.

Selon une planification des dépenses que *La Presse* a obtenue, près de 500 000 \$ servent à payer le salaire d'enseignants libérés pour participer à des comités ou offrir du soutien aux élèves et 200 000 \$ vont à l'achat de matériel (équipement informatique, livres pour la bibliothèque) et aux salaires de professionnels. Il n'y a nulle trace des 500 000 \$ restants.

« Ça n'a aucun sens : 70 % du budget est consacré à des réunions qui servent à gérer les 30 % qui restent », a dénoncé Karlo Kramer, professeur d'éducation physique et

président démissionnaire du CPEPE. Seulement pour le comité Agir autrement, 28 réunions d'une heure sont prévues cette année. Une minorité des 84 professeurs, proche de la direction, y participerait. « Je suis à la CSDM depuis 32 ans, et je n'ai jamais vu autant de gens libérés de l'enseignement dans une école, a indiqué Bermans Lemieux, délégué syndical démissionnaire. Des professeurs n'enseignent plus que 16 périodes par semaine au lieu de 24, sans qu'on sache ce qu'ils font de leur temps libéré. C'est dur de voir que l'argent n'est pas vraiment dépensé pour aider les jeunes. »

Le ministère de l'Éducation (MEQ), qui verse des subventions totales de 125 millions sur cinq ans dans le cadre d'Agir autrement, ne demande pas de comptes aux écoles qui reçoivent cette aide financière. « Ce sont les commissions scolaires qui gèrent ce budget, c'est donc à elles que revient ce travail », a indiqué Johanne Méthot, agente d'information au MEQ.

La CSDM s'apprête d'ailleurs à faire le point sur l'utilisation des subventions reçues. « Diane De Courcy (la présidente de la CSDM) planifie une rencontre avec les 34 écoles secondaires, la semaine prochaine, à propos du programme Agir autrement, a dit M^{me} Lechasseur. D'ici là, il n'y aura pas de commentaires. »

La crise d'aujourd'hui suit un automne tendu à Louis-Joseph-Papineau. Dès la rentrée, l'annulation de l'option activité physique en cinquième secondaire a suscité la grogne des élèves, qui ont tenu une matinée de grève.

Les enseignants ont quant à eux déploré « des problèmes importants de classement des élèves », selon Christine Laforce, vice-présidente de l'Alliance. Des jeunes se sont retrouvés dans des cours qu'ils avaient déjà réussis, un problème qui a été réglé depuis.

Cela n'a pas suffi à améliorer le climat. Dans une lettre adressée le 3 novembre à Lucie Lalande, la supérieure du directeur, l'Alliance souligne que « la direction continue de refuser de présenter la ventilation des budgets aux enseignants » et que deux équipes sportives ont été abolies, apparemment sans raison.

« L'équipe en place a essayé de mille et une façons de se faire entendre, de se faire comprendre, d'avoir une démarche consensuelle, mais ça n'a pas marché », a fait valoir M^{me} Laforce. Le dossier est maintenant entre les mains de la CSDM.

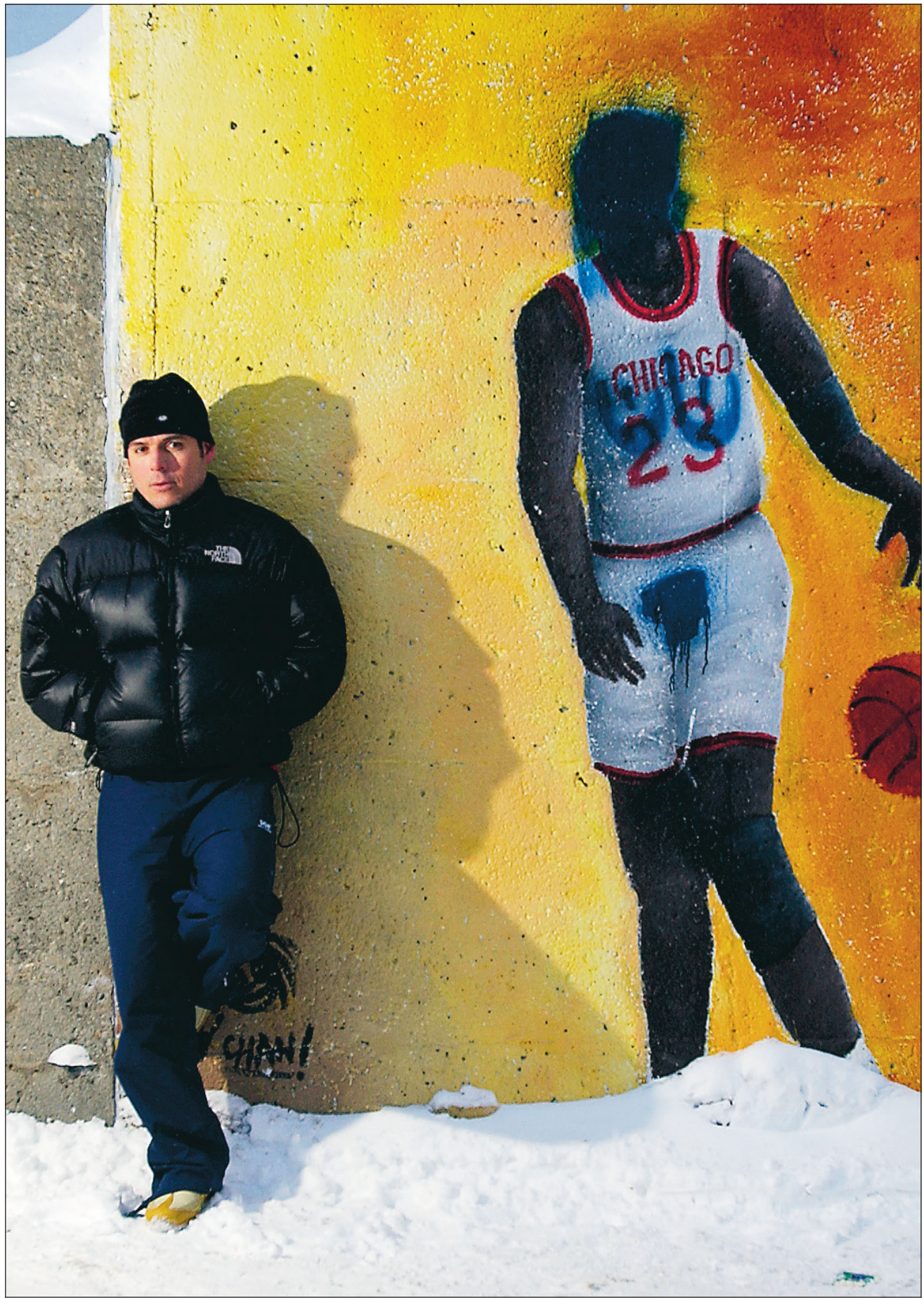


PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

« On ne revendique pas pour des folies, mais pour que l'argent d'Agir autrement serve à aider les élèves », indique Karlo Kramer, professeur d'éducation physique à Louis-Joseph-Papineau et président démissionnaire du Comité de participation des enseignants aux politiques de l'école.

REMISES EN ARGENT GARANTIES



LES CARTES DIVIDENDES CIBC

Depuis 1998, nous avons accordé plus de 150 millions de dollars en remises en argent

Chaque dollar que vous portez à votre carte Dividendes^{MD} CIBC vous permet d'obtenir une remise en argent – de l'argent que vous pourriez dépenser comme bon vous semble.

- Jusqu'à 1 % de remise en argent lorsque vous utilisez la carte Dividendes CIBC, et jusqu'à 2 % lorsque vous utilisez la carte Dividendes Platine CIBC^{MD}.
- Remise en argent garantie, et facile à obtenir – elle apparaît automatiquement sur votre relevé de décembre.

Nous aidons à en avoir plus pour votre argent^{MC}.

Appelez au 1 888 202-4444, ou visitez argent-remis-garanti.com



Pour ce qui compte dans votre vie

MONDE

La lutte pour le pouvoir se corse en Iran

JOONEED KHAN

La lutte se corse en Iran entre réformateurs et conservateurs pour déterminer si la République islamique sera gouvernée par des élus du peuple ou par des censeurs nommés par la hiérarchie théocratique, malgré le fait que le Conseil des gardiens ait révisé hier quelque 200 des 3600 candidatures disqualifiées en vue des législatives du 20 février.

Plus de 4000 candidatures ont été approuvées, mais parmi les 3600 candidats refusés figurent au moins 80 députés sortants de la coalition réformatrice du président Mohammad Khatami. Celle-ci contrôle le Majlis depuis 2000 avec 170 des 290 sièges au Parlement unicaméral.

Le Conseil des 12 gardiens (six religieux et six juristes islamiques) est nommé par le guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei. En plus de filtrer les candidatures aux élections, cet organe a le pouvoir de bloquer ou d'amender des projets de loi, ce qui fait dire aux Iraniens qu'il constitue le vrai pouvoir, antidémocratique, dans le pays.

Khatami, qui a menacé de démissionner si les conservateurs « manipulent ainsi d'avance le résultats des législatives », est parti hier pour le Forum économique de Davos, en Suisse, en déclarant que cette invitation reflétait « la crédibilité de l'Iran » en Europe et dans le monde.

Crédibilité « qui risque d'être minée », ont affirmé les États-Unis et l'Union européenne, « si le Conseil des gardiens réussit à déterminer d'avance l'issue du scrutin ». Lors d'une conférence de presse à Berne, Khatami a assuré que l'Iran était prêt à discuter « dans tous les domaines », dont celui des droits de l'homme et de la lutte contre le terrorisme.

À Téhéran, des élus réformateurs, qui font un *sit-in* depuis une semaine au Majlis, doublé d'une grève de la faim pour certains, menacent aussi de démissionner. Le responsable des élections, Morteza Mobalegh, qui est sous-ministre de l'Intérieur et réformateur, a brandi à son tour hier la menace de démission. Son ministère n'a pas le pouvoir de retarder le scrutin, mais si Mobalegh démissionne, il pourrait forcer un report en attendant la mise en place d'une nouvelle équipe électorale.

Répondant à ces menaces, l'ayatollah Khamenei a ordonné au Conseil des gardiens de réviser les candidatures rejetées, tout en lui conseillant de « ne pas céder aux pressions ». Selon des analystes, les gardiens risquent de n'approuver les candidats réformateurs qu'à la dernière minute pour qu'ils n'aient plus le temps de faire campagne.

Les critères appliqués par les Gardiens pour accepter ou rejeter des candidatures ont trait à l'acceptation de l'islam et de la constitution. « Nous voulons des élections libres, donc des candidatures libres aussi, sinon personne n'ira voter », a déclaré Reza Khatami, vice-président du Majlis et frère du chef de l'État.

Boycottage du scrutin, c'est depuis hier une nouvelle menace brandie par la coalition du président Khatami. Dans une lettre, les 18 partis réformateurs de la coalition du 2 Khordad annoncent qu'ils prendront une décision demain. Du coup, des étudiants évoquaient eux aussi un éventuel boycottage de urnes. « Si notre vote devait servir à renforcer des structures non démocratiques, nous n'irons pas voter », a indiqué Abdollah Momeni, secrétaire du Bureau pour consolider l'unité, le plus vaste groupe d'étudiants militants en Iran.

Pour la députée sortante Fatemeh Haqiqatjou, disqualifiée et en *sit-in* au Majlis, « c'est l'affrontement décisif entre élus et non élus », ajoutant : « De l'issue de la confrontation dépendra la survie ou l'amendement de la Constitution islamique iranienne. » Dans une interview au quotidien londonien *The Guardian*, la juriste iranienne Shirin Ebadi, Nobel de la paix, déclare que si les conservateurs ne cèdent pas, le président Khatami devrait mettre à exécution sa menace de démissionner.

« Nous ne sommes pas prêts à participer à une élection fantôme et décorative, dont le résultat, avec le rejet massif des candidats réformateurs, est connu d'avance », a déclaré pour sa part Majid Ansari, membre de l'Association des religieux combattants (ARC) qui regroupe les religieux réformateurs, dont le président Khatami.

Mohsen Mirdamadi, président de la Commission parlementaire des Affaires étrangères et de la Sécurité nationale, a estimé que les rejets de candidatures constituaient « une forme de coup d'État non militaire pour éliminer une partie du pouvoir » au profit d'une autre. Selon lui, « les rejets ont été faits de telle sorte que les conservateurs sont certains d'avoir entre 180 et 190 sièges (sur les 290) au Parlement ».

Plus de 46 millions d'Iraniens sont appelés à voter le 20 février.

Avec AFP, AP, Reuters, VOA, aljazeera.net, *New York Times*, *Washington Post*.

Éthiopie La grande fête du Timket



L'Éthiopie célébrait hier la grande fête du Timket, l'Épiphanie de l'Église orthodoxe. Sur la photo, des Éthiopiennes, toutes de blanc vêtues, défilant dans les rues d'Addis Abeba pour la célébration annuelle. Entre-temps, des combats interethniques entre Angwaks et Nuers pour le contrôle de terres dans la région de Gambella poussaient 16 000 Éthiopiens à chercher refuge au Soudan. Selon la BBC, les combats ont fait au moins 57 morts.

PHOTO REUTERS

Un « ticket » pour la présidence ?



RICHARD HÉTU

REGARD SUR LE MONDE COLLABORATION SPÉCIALE

DES MOINES, Iowa — L'un vient du Nord, l'autre du Sud. L'un a l'expérience, l'autre le charisme. L'un a prouvé sa bravoure au Vietnam, l'autre a fait fortune comme avocat en défendant les petites gens contre les puissants.

Les sénateurs John Kerry et John Edwards, les deux « Comeback Kids » du Parti démocrate, formeraient un « ticket » présidentiel pour le moins intéressant contre les républicains George Bush et Dick Cheney, qui n'ont jamais porté les armes, qui sont accusés de favoriser les riches. Les deux démocrates pourraient en étonner plusieurs.

De fait, au cours de cette année d'élection présidentielle, on pourrait aller de surprise en surprise. La première, celle de l'Iowa, est considérable. Elle relance les candidatures de Kerry et Edwards, qui sont débarqués hier matin au New Hampshire avec le « Big Mo », ou le « momentum », pour utiliser les expressions du folklore politique américain.

Le New Hampshire tiendra mardi prochain la première primaire de la course à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle du 2 novembre. Il s'agit d'un scrutin plus représentatif que celui de l'Iowa. Et malgré la percée récente de l'ex-général Wesley Clark dans cet État, le sénateur Kerry est bien placé pour l'emporter. Après tout, il est un fils de la Nouvelle-Angleterre. Et tout baigne pour la Nouvelle-Angleterre ces jours-ci.

« La semaine dernière, les Patriotes de la Nouvelle-Angleterre ont atteint la finale de la NFL », a déclaré le sénateur du Massachusetts hier à son arrivée au New Hampshire,

où plusieurs supporters l'attendaient. « Dans une semaine, d'autres patriotes de la Nouvelle-Angleterre ont la chance de m'envoyer au Super Bowl. Nous avons la chance de rétablir la justice et de redonner le pouvoir aux citoyens des États-Unis. »

La semaine dernière, Howard Dean était en tête des sondages au New Hampshire, devançant Clark et Kerry. Mais l'ancien gouverneur du Vermont a complètement implosé en Iowa. C'est l'autre grande surprise des caucus. Terminant au troisième rang, Dean a récolté seulement 18 % des votes contre 38 % à Kerry et 32 % à Edwards. Même dans les villes universitaires, où le sentiment

Les sénateurs John Kerry et John Edwards, les deux « Comeback Kids » du Parti démocrate, formeraient un « ticket » présidentiel pour le moins intéressant contre les républicains George Bush et Dick Cheney, qui n'ont jamais porté les armes, qui sont accusés de favoriser les riches.

antiguerriste est fort, les jeunes lui ont préféré Kerry, un héros militaire qui a voté en faveur de la guerre en Irak.

Dean a très mal paru au cours des dernières semaines de la campagne en Iowa. Et il a peut-être creusé sa tombe politique en donnant lundi soir un discours enragé qui passera dans les annales. Au moment où il était vraiment mis à l'épreuve, Dean a craqué. Devant ses partisans, il a enlevé son veston, a retroussé ses manches comme un macho et s'est mis à crier les noms des États où il entendait continuer à se battre, une énumération vide de sens. Son visage est devenu rouge. On a craint le voir exploser.

« Nous n'abandonnerons pas ! » s'est époumoné Dean, le visage grimaçant.

Hier matin, à la télévision, des millions

d'Américains, plus ou moins intéressés par la politique, ont vu Howard Dean pour la première fois. Le spectacle n'était pas beau. Il y avait longtemps qu'on n'avait pas vu un politicien s'immoler ainsi en public.

« Il y avait 3500 personnes dans l'assemblée », a déclaré Dean hier matin au réseau NBC. Je tentais d'injecteur du *fun* dans la soirée. »

Complètement raté. Les démocrates recherchent très sérieusement un candidat capable de battre Bush. Et Howard Dean n'a démontré aucune qualité présidentielle au cours de sa campagne en Iowa. Il a donné l'image d'un homme en colère. Et la colère ne permettra pas aux démocrates de détrôner le président sortant, comme n'a cessé de le répéter Kerry aux électeurs de l'Iowa.

« N'envoyez pas seulement un message, envoyez un président des États-Unis », a dit le sénateur du Massachusetts. Les électeurs ont répondu à cet appel. À leurs yeux, John Kerry et John Edwards sont les meilleurs espoirs de chasser Bush de la Maison-Blanche. Les deux hommes semblent destinés à faire équipe.

Négligés il y a une semaine, ils ont désormais une chance réelle de remporter l'investiture démocrate. Et l'on voit déjà le gagnant, à la convention de Boston, demander au perdant de faire campagne avec lui comme candidat à la vice-présidence. Mais il faut d'abord laisser les électeurs parler. Au New Hampshire, il sera intéressant de voir si Clark parviendra à s'imposer dans le tourbillon médiatique qui entourera Kerry et Edwards.

Après le New Hampshire, la Caroline du Sud tiendra une autre primaire importante, le 3 février. C'est l'État natal d'Edwards et l'endroit où Kerry a lancé officiellement sa campagne, entouré de vétérans de la guerre du Vietnam, dont l'impact sera loin d'être négligeable dans cette campagne présidentielle de grand cru.

Clavardage
aujourd'hui à 12 h 30
cyberpresse.ca avec Webcam
cyberpresse.ca/clavardage



Le Canadien en séries ?

Parlez-en avec le journaliste Simon Drouin

Matelas et oreillers suédois



- Confectionné à partir d'un matériau unique, **TEMPUR** est un produit suédois approuvé par la NASA.
- L'un des 18 produits admis au Temple de la renommée de la technologie spatiale américaine
- Procure un sommeil plus profond, plus récupérateur en soulageant les points de pression.

- Idéal pour personnes stressées ou ayant des problèmes physiques (maux, articulaires, douleurs musculaires, etc.)



Comme si vous flottiez dans l'espace!

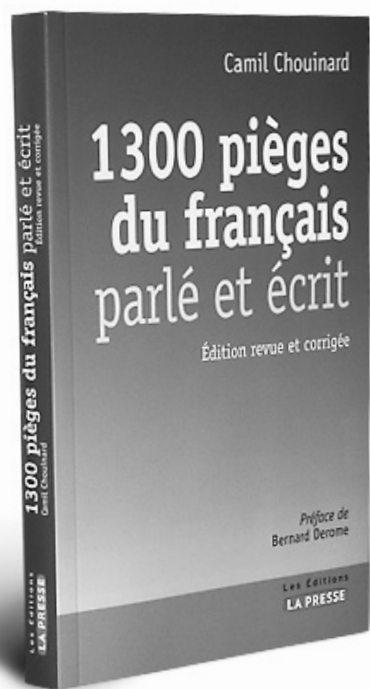
BOUTIQUE MULTI-MATELAS
527 Notre-Dame
Repentigny
Tél.: (450) 582-0637
Sans frais : 1-877-582-0637

Boutique Tout pour le dos
1, boul. Henri-Bourassa Est
Montréal QC
Tél.: (514) 383-1582
Sans frais : 1 800 268-1582
www.toutpourledos.com

Expérience Sommeil
8025, boul. Taschereau
Brossard QC
Tél.: (450) 445-1216
Sans frais : 1 877 NAHTAJO

LA SUPERGRILLE DU MOIS

LA PRESSE



Les Éditions
LA PRESSE

EN JANVIER,
cinquante gagnants mériteront le livre
1300 PIÈGES DU FRANÇAIS PARLÉ ET ÉCRIT
et un t-shirt La Presse.

**À SURVEILLER
DIMANCHE**

MONDE

Irak: les chiïtes maintiennent la pression

MARC THIBODEAU

Alors que les chiïtes maintenaient la pression en organisant de nouvelles manifestations en Irak, le conseil du gouvernement intérimaire irakien et l'administration américaine ont mené des discussions au sommet hier afin « d'affiner » le plan actuel de transfert des pouvoirs.

Signe de l'importance du dossier, le président George W. Bush, à quelques heures d'un discours attendu sur l'état de l'Union, a rencontré le président en exercice du conseil irakien, Adnane Pachachi, à la Maison-Blanche pour discuter de la question. « Nous considérons plusieurs options. Nous voulons avoir une assemblée constituante qui reflète les souhaits du peuple et qui le représente totalement », a indiqué M. Pachachi à l'issue de l'entretien.

La coalition occupant l'Irak et le conseil intérimaire sont engagés dans un bras de fer avec le leader religieux chiïte Ali Sistani, qui réclame la tenue d'élections générales en vue de la formation du prochain gouvernement provisoire. Le plan de transfert actuel prévoit plutôt que ses membres soient désignés par une série de caucus.

Les chiïtes, qui constituent la communauté la plus importante en Irak, ont manifesté par dizaines de milliers lundi afin de forcer une révision du

processus alors que les leaders religieux menaçaient d'édicter une fatwa interdisant toute collaboration avec les forces occupantes.

Les États-Unis misent sur une intervention des Nations unies qui aurait accepté, selon des sources diplomatiques citées hier par Associated Press, de dépêcher en Irak une équipe chargée d'évaluer la faisabilité d'élections générales. L'administration espère qu'une conclusion négative de l'ONU pourrait amener les chiïtes à se montrer plus conciliants dans ce dossier.

L'équipe onusienne devra, le cas échéant, procéder rapidement puisque l'Irak doit adopter d'ici à la fin du mois de février une « loi fondamentale » explicitant les conditions de transfert du pouvoir.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, entend par ailleurs envoyer une équipe pour évaluer la sécurité en Irak afin d'évaluer la faisabilité d'un retour de l'organisme dans le pays. Le personnel avait été retiré en août après un attentat meurtrier contre son siège social qui avait entraîné la mort de 22 personnes.

D'autres attaques

Les attaques se poursuivent à Bagdad, où une roquette a été tirée dans la « zone verte », quartier général des forces de la coalition. Un soldat a été blessé par l'attaque contre le complexe, qui avait été ciblé au cours du week-end par un attentat à la voiture

piégée ayant tué une trentaine de personnes.

Sur le front de la reconstruction, les États-Unis ont poursuivi leurs efforts hier pour alléger la dette de l'Irak. L'émissaire du président Bush dans ce dossier, l'ex-secrétaire d'État américain James Baker, a obtenu du Qatar qu'il annule le gros de la dette du pays, estimée à 4 milliards. Les Émirats arabes unis ont indiqué qu'ils étaient disposés à effacer la majeure partie d'une dette de 3 milliards.

La dette totale de l'Irak est estimée à environ 120 milliards, la part du lion revenant à l'Arabie Saoudite.

L'administration américaine courtise par ailleurs les investisseurs privés dans une foire nommée « Reconstruire l'Irak 2004 », qui se tient depuis lundi au Koweït.

« Les hommes d'affaires commencent à réaliser que les perspectives à long terme ne sont que légèrement assombries par la violence en cours », a déclaré Richard Jones, vice-administrateur civil de l'Irak.

Un représentant du conseil du gouvernement intérimaire irakien a indiqué que son pays prévoyait consacrer 100 milliards de dollars américains sur 10 ans à la reconstruction et qu'il espérait récolter des investissements étrangers d'une ampleur identique durant cette période.

AFP, AP, BBC

Poutine veut séduire les enfants

EMMANUEL GRYNSPAN
COLLABORATION SPÉCIALE

MOSCOU — « Que peut faire le citoyen qui aime trop son président et ne peut pas vivre sans lui, accroche ses portraits sur ses quatre murs et s'entraîne à apprendre par coeur ce qu'il a dit la veille à la télévision ? » interroge un enfant sur Internet. « Se calmer », répond le président russe, Vladimir Poutine.

Culte de la personnalité ou apprentissage de la démocratie? Le Kremlin vient de lancer le site Internet www.uznay-prezidenta.ru (fais connaissance avec le président) destiné aux enfants de 8 à 14 ans.

Poutine a lui-même présenté le site au public en indiquant qu'il « a pour objet d'enseigner aux enfants les bases de la démocratie et de la structure du pouvoir ». La différence entre le président et le père Noël? demande le plus sérieusement du monde le site présidentiel. « Le premier travaille toute l'année » répond Poutine, pince-sans-rire.

La personnalité et la vie de Vladimir Poutine sont détaillées. « Oui, il m'est arrivé d'être en retard à l'école », se rappelle le président désireux de présenter un profil plus humanisé aux enfants de ses électeurs. On est bien loin du technocrate froid et résolu, issu du KGB et connu pour sa rhétorique musclée contre les rebelles tchétchènes.

En plus des détails « croustillants » sur sa jeunesse, Poutine fait preuve de modestie en rappelant aux enfants que « Maman est plus importante que le président ».

Le Kremlin se défend bien sûr

d'avoir des intentions électorales avec ce site et espère attirer au moins 10 000 visiteurs quotidiennement. Mais les élections présidentielles approchent à grands pas. Le scrutin aura lieu le 14 mars prochain. Vladimir Poutine est certain d'être réélu grâce à l'appui solide d'une télévision complaisante et de l'appareil d'État, mais il souhaite

Le Kremlin se défend bien sûr d'avoir des intentions électorales avec ce site Internet.

gagner dès le premier tour. Et pour cela, aucun effort n'est superflu.

Officiellement, il s'agit du « site du président et non celui de Vladimir Poutine ». Bien que le Kremlin s'en défende, l'identité du président ne fait pas de doute, et les enfants ne font guère la distinction entre la fonction abstraite de président et le visage de Poutine omniprésent à la télévision.

Les « leçons de démocratie » apparaissent sous la forme d'un questionnaire auquel les jeunes internautes répondent par « oui » ou « non » avant de se voir signifier la réponse juste.

« Devons-nous admirer du matin au soir notre président et être avec lui d'accord sur tout ? » « Non. » Réponse magnanime d'un président qui se décrit comme un démocrate. Toutefois, les chaînes de télévision qui osaient émettre des opinions di-

vergentes ont disparu pendant le premier mandat de Poutine.

Pour les opposants, Poutine n'est pas étranger au culte de la personnalité qui l'entoure. L'ancien député libéral, Konstantin Remtchoukov, ironise : « Mieux vaut commencer tôt, c'est plus efficace. C'est-à-dire qu'il faut commencer l'éducation dans les dernières années du jardin d'enfants ! » ajoute-t-il, se disant persuadé que les politologues du Kremlin préparent un contenu idéologique à inculquer à l'ensemble de la jeunesse.

Le culte de Poutine échappe certainement au Kremlin, mais il est peu probable qu'il y ait quelque chose à redire. Il n'est pas une librairie au pays qui n'arbore les affiches du président et c'est logique, puisqu'elles se vendent bien.

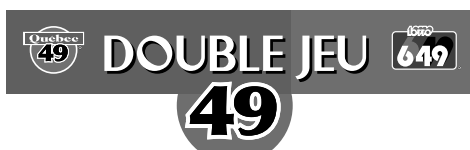
Dernier avatar du culte de la personnalité, le jouet en peluche qui aime Poutine. Il fait un malheur dans l'Oural pendant les Fêtes. De sa voix aigrelette, il chante « Je veux un homme comme Poutine. »

La peluche chantante est en fait importée de Chine et Soyuzizgrouchka, le distributeur local, a inséré dans le ventre un petit dispositif électronique avec une musique enregistrée. Il s'agit d'une chanson pop racontant les déboires amoureux d'une jeune femme. Lassée de son petit ami indifférent et porté sur la boisson, elle se met à rêver de Vladimir Poutine « Qui ne boit pas / qui est plein d'énergie / qui s'occupe de moi. » La chanson avait déjà fait couler de l'encre pendant l'été 2002 lorsqu'on l'entendait sur toutes les radios. Maintenant, elle susurre à l'oreille des enfants. « Dans le temps, tous les enfants connaissaient les noms des dirigeants communistes », se rappelle avec nostalgie Irina Rakova, directrice des ventes chez Soyuzizgrouchka. Un sentiment pas loin d'être partagé au Kremlin.

UN TOTAL DE 500 000 \$ EN LOTS BONIS,
jusqu'au 31 janvier.

Un duo qui a de la gueule

Doublez vos chances
de devenir millionnaire avec



18 ans+



MISE SUR TOI
1 866 505-JEUX



LOTO QUÉBEC		Résultats	
TVA, le réseau des tirages			
Tirage du 2004-01-20		Tirage du 2004-01-20	
07	09	10	13
15	18	21	24
28	30	34	41
42	46	47	50
53	59	62	64
Tirage du 2004-01-20		Tirage du 2004-01-20	
892	5270	NUMÉRO 871936	
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de départ entre deux lots et le site officiel de L-Q, cette dernière a priorité.			
Si vous avez un problème de jeu...			MISE SUR TOI 1 866 505-JEUX

MEUBLES
ANDRÉ PERRAULT

Le Chic de l'ouest
au prix de l'est

Nous payons les taxes sur meubles et matelas jusqu'au 7 fév. 2004

Trois étages d'idées à parcourir...
Shermag

31987420

31987420

3960, rue Bélanger Est, Mtl.
Fermé le dimanche
Tél.: 514-725-5245
Meubles du Québec

LE TOUR DU MONDE

RWANDA

Dallaire accuse l'ONU

Le général canadien Roméo Dallaire, qui dirigeait la mission de l'ONU au Rwanda pendant le génocide en 1994, a accusé hier les Nations unies de ne pas lui avoir permis de démanteler des caches d'armes trois mois avant les massacres. Il s'exprimait au deuxième jour de son témoignage devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda, à Arusha (Tanzanie). Le général a déclaré que ses « supérieurs hiérarchiques » à l'ONU ont répondu négativement à un câble qu'il leur avait envoyé le 11 janvier 1994 pour demander l'autorisation de démanteler des caches d'armes un peu partout au pays. On lui a répondu que « cela ne figurait pas dans le mandat de la mission », a-t-il affirmé à la barre. AFP

AFGHANISTAN

Civils tués

L'armée américaine a démenti hier avoir tué 11 civils afghans, dont quatre enfants, au cours d'une attaque aérienne dimanche dans la province d'Oruzgan, dans le centre-Sud de l'Afghanistan. Selon le colonel Bryan Hilferty, les forces de la coalition ont attaqué cinq hommes armés fuyant une habitation identifiée comme accueillant des terroristes. Onze civils, dont quatre enfants, quatre femmes et trois hommes, ont été tués dimanche matin au cours d'une attaque de l'aviation américaine près du village de Saranaw, dans le district de Cha Chino, selon les accusations du chef de ce district, Abdul Rahman. Selon lui, plusieurs familles qui fuyaient l'arrivée de troupes américaines accompagnées de miliciens afghans dans le village ont été bombardées par un avion américain près d'une rivière, selon lui. Ses propos ont été confirmés par le gouverneur de l'Oruzgan, Jan Mohammad. AFP

CHINE

Le Japon inquiète

La Chine a exprimé hier son inquiétude devant le déploiement de troupes japonaises en Irak et a appelé Tokyo à s'en tenir à une politique strictement défensive. Au début du mois de janvier, le *Quotidien du peuple* s'était inquiété des nouvelles ambitions militaires du Japon dans le cadre du déploiement de ses forces en Irak. Pékin a appelé le Japon à gagner la confiance de la communauté internationale et des peuples d'Asie en tenant ses promesses dans le cadre de ces actions. La Chine avait protesté à la suite de la visite du premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, le 1er janvier au sanctuaire de Yasukuni, où sont honorés des criminels de guerre nippons. L'invasion de la Chine dans les années 30 et 40 par l'armée impériale japonaise avait fait 35 millions de morts, surtout des civils. AFP

LIBYE

Américains à Tripoli

Le secrétaire d'État américain, Colin Powell, a affirmé hier qu'une équipe d'experts américains était actuellement sur le terrain en Libye pour vérifier l'engagement de Tripoli de procéder au démantèlement de son programme d'armes de destruction massive. M. Powell a ajouté que l'équipe américaine sur place était conduite par Donald Mahley, un spécialiste au département d'État chargé de la question des armes chimiques et biologiques et qu'il espérait avoir des résultats rapides de ces inspections. L'AIEA a indiqué pour sa part à Vienne que ses inspecteurs étaient arrivés hier en Libye pour procéder, aux côtés d'équipes britanniques et américaines déjà sur place, au démantèlement du programme nucléaire libyen. AFP

PÉROU

Procès Montesinos

Le procès de Vladimiro Montesinos, chef du renseignement péruvien sous le président Alberto Fujimori, accusé d'être l'organisateur d'un trafic d'armes destinées aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), s'est ouvert hier à Lima devant la cour spéciale anticorruption. Créé spécialement après la chute du régime du président Fujimori pour juger les délits commis durant cette période (1990-2000), le tribunal siège dans des locaux de la base navale de Callao, où est détenu Vladimiro Montesinos. Ce dernier est accusé d'avoir acheté 10 000 fusils d'assaut kalachnikov AKM-47 à la Jordanie, sous couvert d'acquisition d'armement pour l'armée péruvienne. Ces fusils d'assaut ont ensuite été parachutés aux FARC en trois occasions entre mars et juillet 1999. AFP

La guérilla dynamite le principal oléoduc de Colombie

JACQUES THOMET
AGENCE FRANCE-PRESSE

BOGOTA – Quinze jours après la capture d'un de ses chefs, Simon Trinidad, la guérilla des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) a dynamité le principal oléoduc de Colombie, exploité conjointement par l'Américaine Occidentale Petroleum (Oxy) et la compagnie nationale Ecopetrol. La suspension du pompage de

brut après cet attentat, annoncée lundi par la police, constitue un revers de taille tant pour le jusqu'au-boutisme du président Alvaro Uribe contre le FARC, que pour les États-Unis, engagés dans le combat contre les rebelles. Le dynamitage de l'oléoduc a eu pour cadre la région d'Araucuita (400 km au nord-est de Bogota), dans le département d'Arauca, où 70 bérets verts américains ont entraîné l'an dernier le 18^e bataillon

colombien de l'armée à sa défense. Long de 772 km, l'oléoduc acheminé quotidiennement 105 000 barils de pétrole pour Ecopetrol et Oxy entre Cano Limon, près d'Arauca, chef-lieu du département du même nom, et le port de Covenas, sur la côte caraïbe, à l'ouest de la cité balnéaire de Cartagena de Indias. L'attaque des FARC est d'autant plus significative qu'elle intervient après un succès sans précédent du pouvoir, l'arrestation, le 2 janvier à

Quito (Équateur), grâce à l'action des services secrets colombiens, de Ricardo Palmera, alias Simon Trinidad, l'un des dirigeants rebelles.

Avec une production de près de 600 000 barils de pétrole par jour, la Colombie, non membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), est le septième fournisseur en or noir des États-Unis, principal allié du pays andin avec une aide de 2,6 milliards de dollars depuis 2000.

«COURS DE VENTE tout à fait DIFFÉRENT»

Étudiez les toutes dernières techniques de vente ainsi que les meilleurs outils de persuasion.

Villes et dates : www.ventepnl.com



STRATÉGIE de VENTE et COMMUNICATIONS

Serge Hamel
Formateur agréé
Psychothérapeute PNL

(450) 629-2446 • INFO • 1 877 737-2446
CSF 12 UFC / CHAD 12 UFC / E.Q. 1 %

Déjà 20 ans!

Macintosh et Micro-Boutique vous invitent à venir célébrer leur 20^{ème} anniversaire.

- Venez partager le gâteau (13:00)
- Journée portes ouvertes
- Venez redécouvrir le Macintosh
- Séminaires iLife 04 (10:30 & 15:00)
- Séminaire Mac OS X Panther (13:30)

Tirages de logiciels:
iLife 04
Mac OS 10.3
& formations

micro boutique Samedi 24 janvier de 10:00 à 17:00
au 6615, avenue du Parc

Revendeur agréé

Le plus grand solde anniversaire de toute l'histoire de Fraser

Plus de 80 000 pieds carrés de meubles traditionnels et contemporains

Jusqu'à **50%** de rabais sur toute la marchandise en stock

Canapés, causeuses, fauteuils et repose-pieds traditionnels

	Prix cour.	Solde
Repose-pieds à juquette chenille rose, de Barrymore	895	309
Fauteuil presbytère blanc cassé, juquette doublée de dentelle transparente	1049	575
Fauteuil d'appoint, damassé velours vert kaki foncé, base à juquette argentée	1239	619
Bergère Chippendale, imprimé tapis persan, ton rubis, de Sherrill	1499	825
Causeuse chenille rayée or/vert/rouge, de Sherrill	1995	1395
Fauteuil club chenille vert/bleu menthe, de Sherrill	2999	1499
Bergère à juquette toile de Jouy crème/bleu, de Century	3049	1525
Fauteuil sans bras à dossier piqué, damas chenille vert jade, de Sherrill	2649	1549
Canapé damassé rayé bleu/or/vert, de Barrymore	1779	1179
Fauteuil club à pieds tambour, imprimé bourgogne/noir/or, de Barrymore	3429	1995
Fauteuil club pivotant, damassé chenille jaune pâle, de Century	3379	2025
Fauteuil club tapisserie sauge/or/paprika, de Vanguard	4395	2195
Causeuse à imprimé floral vert/bleu/rouge, de Century	4579	2289
Causeuse chenille imprimée florale jaune, de Barrymore	4079	2445
Gros fauteuil baquet à dossier piqué, tissu vert moyen, de Century	5249	2625
Canapé damassé or pâle, forme de rein, coussins contrastants, de Vanguard	7339	4035
Bergère à imprimé armoires noir/rouge/or, pieds style gallois, de Harrods	7239	4339

Armoires, meubles, buffets et secrétaires importés d'Europe

Armoire à couronne 1 porte, façade en miroir, noyer moyen, d'Italie	2195	1095
Armoire une porte, façade en miroir, noyer moyen, d'Italie	2295	1145
Petit meuble audio d'inspiration nautique, en cerisier, d'Espagne	3325	1149
Armoire à couronne galloise sculptée, chêne clair, d'Italie	5495	2195
Armoire télé à portes coulissantes, noyer antique, d'Espagne	5399	2699
Chiffonnier provincial français 3 tiroirs, fini cerisier antique, d'Espagne	5779	2889
Bureau à cylindre, fini noyer antique, pieds fuselés, d'Espagne	5995	2995
Grosse vitrine triple en noyer antique travaillé, d'Italie	8695	3045
Secrétaire à abattant Louis Philippe, cerisier antique, de France	7195	3595
Armoire télé basse, portes escamotables, bois fruitier antique, de France	6195	3715
Gros bureau à cylindre, acajou à incrustation, d'Espagne	7495	3745
Bureau à cylindre Empire, placage noyer moyen, d'Italie	7849	4315
Vitrine galbée en noyer ronceux, d'Italie	8995	4495
Buffet demi-lune Empire, acajou foncé, garnitures noir/or, d'Espagne	8995	4945
Buffet demi-lune en acajou ronceux, d'Angleterre	13725	6175
Vaisselle style Sheraton, ronce de noyer, façade concave, d'Italie	13695	8215

Fauteuils d'appoint, divans, bancs et récamiers à cadre en bois apparent

Chaise Louis XIII, damassé ivoire, cadre noyer	579	289
Chaise Régence en acajou foncé, siège damas bleu pâle, d'Angleterre	625	315
Chaise de style méditerranéen, fini pacanier moyen, tissu blanc cassé, de Stanley	829	415
Fauteuil de style méditerranéen, fini pacanier moyen, tissu blanc cassé, de Stanley	975	485
Bergère damas jaune, fini acajou, pieds Queen Anne	1025	615
Fauteuil en noyer, dossier travaillé serpent or et siège rayé or/rouge, d'Italie	1449	869
Fauteuil bergant rembourré, imprimé piqué pastel, base au fini miel	1895	945
Bergère ton paille, pieds de griffon acajou	1995	995
Bergère damas or antique pâle, pieds de griffon	1995	995
Fauteuil Louis XV, fini biscuit antique craquelé, imprimé beige/creme	2249	1015
Repose-pieds base faux bambou fini noyer, tissu vert/noir/rouge	2115	1055
Fauteuil provincial français, cadre noyer antique, imprimé champêtre multicolore	3259	1465
Fauteuil club en velours noir, cadre travaillé fini similironce/or antique	2995	1495
Fauteuil à dossier ovale, cadre acajou, imprimé léopard, de Vanguard	3429	1885
Bergère Louis XV et repose-pieds, cadre ivoire craquelé, damassé chenille taupe	3159	1895
Bergère à pieds Queen Anne, cadre biscuit antique, paisley bleu mer pâle	5329	2129
Fauteuil Louis XV à cadre doré, larges rayures rouge/or, de Sherrill	4289	2145
Bergère et repose-pieds, imprimé bourgogne/noir/or, de Barrymore	4125	2269
Bergère Louis XV fini noyer moyen, damas or pâle, de Century	5025	2765
Mini canapé Queen Anne, rayé jaune, pieds noyer antique, de Barrymore	2915	2915

boutique évolution



Canapés, causeuses, fauteuils et repose-pieds fonctionnels et contemporains

Fauteuil presbytère chenille blanc cassé, pieds chanfreinés au fini noyer	925	325
Fauteuil presbytère blanc cassé, pieds à pointe, fini noyer foncé	1279	445
Fauteuil chenille noire, imprimé léopard avec garniture, pieds en bois	1125	449
Chaise contemporaine, dossier ovale, cadre noyer foncé, mini-rayures ton or	925	459
Fauteuil et 1/2 style Art Déco, tweed vert chartreuse	2299	1149
Gros fauteuil club et repose-pieds, tweed beige, passepoil cuir, de Drexel Heritage	5499	1375
Fauteuil club contemporain, couleur lin, pieds carrés, de Barrymore	2595	1425
Gros fauteuil club chenille taupe, pieds carrés, de Barrymore	3189	1749

Meubles d'appoints peints et décorés à la main

Table d'appoint ovale peinte blanc antique craquelé, décorations florales, d'Italie	275	275
Guéridon à chinoiserie peint noir, d'Italie	985	445
Console demi-lune style vénitien, peinte bleu pâle, d'Italie	1025	459
Petite table basse carrée, peinte pastel, style vénitien, d'Italie	569	569
Table ronde peinte noir/bourgogne, touches dorées, de Hekman	1849	739
Console demi-lune peinte noir, décorations néoclassiques, de Sherrill	2375	1495
Commode acajou, scène lacustre peinte à la main, de Jasper	4699	1879
Commode acajou, peinte zébrée, touches or, de Jasper Cabinet	4739	2129
Vitrine antique peinte et décorée, tons de terre/mastic	4199	2299
Chiffonnier galbé, décorations royales peintes à la main, de Maitland Smith	6425	2889

Meubles d'appoint rustiques et de détente

Chaise à dossier en échelle, fini noyer antique, siège paillé	645	289
Tête de lit à fuseaux, format simple, fini cerisier antique, de Lexington	975	289
Fauteuil en cerisier style antillais, siège et dossier en tissu blanc cassé	1189	475
Tabouret de bar en osier, base en bambou	1239	495
Petite table en osier fini café, dessus verre, de Lexington	1295	519
Petite table ovale rustique, chêne moyen, de Hekman	1069	585
Encoignure en cerisier clair antique, de Pennsylvania House	4729	2129
Table d'appoint ronde fini noyer antique, avec portes de Hickory White	5225	2349
Hot de cuisine, peint blanc antique, érable naturel, de Pennsylvania House	2355	2355

Meubles de luxe et pour bureau à domicile

Fauteuil d'accueil contemporain, tissu noir, pieds en acier inox	695	345
Fauteuil d'accueil contemporain, cuir noir, pieds en acier inox	1049	525
Fauteuil pour visiteur, cadre acajou, vert forêt	1665	999
Fauteuil d'accueil Queen Anne, cuir piqué bleu foncé, cadre en chêne	2425	1089
Fauteuil en cuir vert, cadre en cerisier antique clair, de Sligh	2799	1539
Étagère-bibliothèque acajou antique, de Sligh	4039	2425
Meuble informatique chêne foncé, style Arts and Crafts	7119	4269
Armoire informatique de style provincial français, chêne foncé, de Hekman	10715	5189
Bureau de luxe en demi-lune, incrustation ronce, fini Grand Marnier, d'Espagne	12995	4295

Et la liste continue... Venez profiter de rabais sur des milliers d'autres articles en provenance du monde entier!

French Country de Hekman

Chambre à coucher 5 pièces de style provincial français, fini cerisier antique, sculpté main, comprenant 1 grand lit à panneau, 1 commode triple, 1 miroir biseauté travaillé, 1 grande armoire 2 portes et 1 grand chiffonnier à porte, sur base à tiroir.

Prix cour.: 21 379\$

Solde 12 825\$

Grand Provenance de Henredon

Somptueuse chambre à coucher de style européen, 6 pièces, fini noyer moyen, avec incrustations de ronce et appliques laiton, comprenant 1 très grand lit à panneau, 2 grandes tables de chevet, 1 grande commode triple, 1 miroir éclairé et 1 grande armoire 4 portes.

Prix cour.: 74 395\$

Solde 48 349\$

West Indies de Drexel Heritage

Chambre à coucher en acajou antique sculpté, 5 pièces, style antillais, comprenant 1 très grand lit à baldaquin sculpté main, 1 commode à dessus en pierre, 1 miroir, 1 grande table de chevet et 1 grande armoire.

Prix cour.: 37 095\$

Solde 22 249\$

Fraser DEPUIS SINCE 1880

1 8 8 0 ~ ~ 2 0 0 4

Téléchargez la liste complète des articles en solde au : <http://www.meublesfraser.com/>

Des meubles sans pareil® 8300, ch. Devonshire, Montréal - (514) 342-0050

Autoroute Métropolitaine
Fraser
Devonshire
Horseshoe & Montclair
Royalmount
Jean-Talton

Ouvert exceptionnellement le dimanche de midi à 17 h!

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

ÉDITORIAUX

Souplesse nécessaire



mboisver@lapresse.ca

MICHÈLE BOISVERT

Comme plusieurs s'y attendaient, la Banque du Canada a abaissé hier de 25 points de base le taux cible du financement à un jour pour le fixer à 2,5 %. Compte tenu de la faiblesse persistante de l'inflation au pays et surtout de la montée fulgurante de notre devise, cette décision s'imposait.

Rappelons que l'an passé à pareille date, la valeur de notre dollar

Il apparaît clairement que le taux de change sera l'un des éléments déterminants de l'établissement des taux d'intérêt.

tourne autour des 64 cents américains, ce qui représente une croissance de plus de 20 % en une seule année. Une telle progression en un si court laps de temps ne s'était jamais produite auparavant. Il est évident que cette situation allait se répercuter sur nos exportations, un secteur crucial pour notre économie, qui représente 37 % de notre PIB. Mois après mois, les signes de faiblesse se sont accumulés. Le secteur manufacturier, plus sérieusement touché, a ainsi vu le nombre de ses emplois fondre de 53 000 au cours des douze derniers mois.

Pendant un certain temps, la

Trancher le cordon



kgagnon@lapresse.ca

KATIA GAGNON

Cette mère vient de vivre un drame qui briserait le cœur de n'importe quelle femme : on lui a enlevé son bébé. Ce dernier est placé, depuis quelques semaines, dans une famille d'accueil, parce qu'on juge qu'elle est incapable de s'en occuper. Lorsque le travailleur social se rend chez maman pour négocier avec elle des droits de visite à son petit, sa réponse est brutale : combien vous me payez pour que j'aie le voir ?

Cette anecdote, triste à mourir, illustre à merveille le dilemme qui secouera le ministère de la Santé, qui entreprend, en cette année marquant le 25^e anniversaire de la loi sur la protection de la jeunesse, une révision de cette législation fondamentale. Le ministre Couillard devra répondre à une question extrêmement délicate, qui se résume ainsi : faut-il continuer d'es-

Certains parents sont, et resteront, de mauvais parents. Malgré toutes les interventions du monde.

sayer de réunir cette mère et son poupon ou vaudrait-il mieux faire en sorte que ce dernier soit rapidement adopté par une autre famille ?

Jusqu'à présent, la réponse ne faisait pas de doute. La préservation des familles était l'un des objectifs centraux de la loi québécoise. Mais cette idéologie est allée trop loin, jugent plusieurs experts. On y a sacrifié les vies d'enfants, qui, ballottés de placement en placement, ont vainement attendu que leurs parents soient en mesure de les reprendre. Plusieurs d'entre eux ont perdu, dans ce cheminement tortueux, toute capacité d'attachement. Ils traîneront toute leur vie d'adulte ce lourd handicap psychologique.

C'est pourquoi un groupe d'experts propose de faire subir un changement de cap fondamental à

Banque du Canada a cru que la robustesse de la reprise américaine allait palier à la remontée du huard. La baisse de taux annoncée hier survient d'ailleurs après quelque cinq mois de statu quo. Mais les autorités monétaires canadiennes se sont finalement rendues à l'évidence et l'ont d'ailleurs écrit noir sur blanc : « Malgré le renforcement de l'expansion économique à l'échelle mondiale, l'appréciation rapide du dollar canadien face à la devise américaine a eu pour effet de freiner la croissance de la demande globale de biens et de services canadiens en affaiblissant les exportations et en haussant les importations. »

En établissant le taux directeur à 2,50 %, la Banque du Canada a par ailleurs réduit l'écart qui existe entre nos taux et ceux appliqués aux États-Unis. Cela dit, une différence de 1,50 % subsiste toujours entre les taux canadiens et américains, ce qui laisse une marge de manoeuvre confortable aux autorités monétaires canadiennes.

Compte tenu de la quasi absence d'inflation, la Banque estime que l'indice des prix à la consommation global demeurera sous la cible des 2 % jusque tard en 2005, il apparaît clairement que le taux de change s'inscrira dorénavant comme l'un des éléments déterminants de l'établissement des taux d'intérêt.

Si la vigueur de notre devise se maintient et que nos exportations n'arrivent toujours pas à profiter de la reprise économique, on peut donc s'attendre à un nouvelle baisse des taux. Le plus tôt sera le mieux. Nos entreprises ont en effet besoin de cette souplesse pour réussir à s'ajuster sans trop de heurts au dynamisme retrouvé de notre dollar.

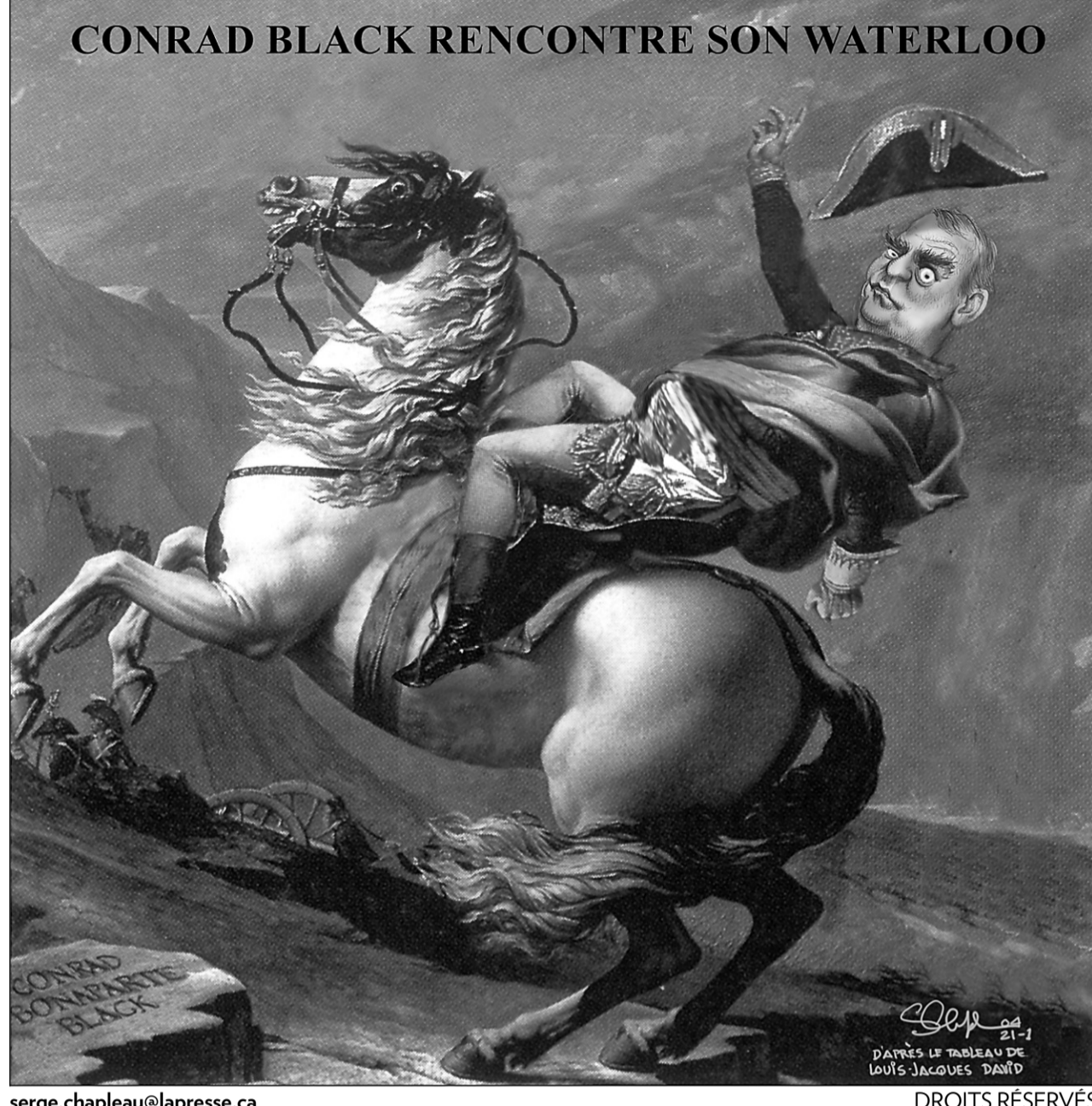
la loi. Un enfant placé sous la protection de la DPJ ne pourrait plus l'être indéfiniment. Ce placement temporaire, souvent en famille d'accueil, aurait une durée maximale fixe. Un an lorsque l'enfant est âgé de moins de deux ans, un an et demi jusqu'à cinq ans, deux ans lorsqu'il a plus de six ans. Au-delà de ce délai, les parents pourraient perdre leur enfant pour de bon suite à une décision des tribunaux.

De prime abord, la mesure fait peur. Briser le lien parental est une mesure extrêmement sévère. Cependant, quelques chiffres plaident puissamment pour le changement. Près du tiers des signalements que reçoit la DPJ au Québec sont en fait des « resignements ». Cela veut dire que la négligence, ou les mauvais traitements, se poursuivent même si les autorités ont jugé que ces familles s'étaient remises sur la bonne voie. Aux États-Unis, entre 30 et 50 % des enfants tués par leurs parents le sont après qu'on les a replacés dans leur famille, pourtant déjà suivie par les services de protection de la jeunesse.

Ce que ces chiffres nous disent n'est pas *politically correct*, mais c'est la réalité : certains parents sont, et resteront, de mauvais parents. Malgré toutes les interventions du monde.

Est-il réellement possible d'en juger ? Un quart de siècle de recherche nous a donné quelques balises en la matière. Certains estiment que 10 à 15 % des familles suivies par les autorités possèdent un ensemble de caractéristiques psychologiques et sociales qui les rendent très peu réceptifs aux interventions. Ces parents sont souvent affligés de problèmes de santé mentale, de toxicomanie. Lorsque tous ces facteurs sont présents, la côte est à peu près impossible à remonter. Dans ces cas, il faut avoir le courage de trancher le cordon parental assez tôt pour sauver les enfants.

Évidemment, l'application de cette nouvelle philosophie comporte des risques, notamment celui que la DPJ se transforme en « police des enfants », poussant ainsi les parents incompetents qui perdsent un rejeton à en refaire un autre au plus vite. Si on lui accorde ces nouveaux pouvoirs, la DPJ devra en user avec une infinie prudence. Mais, parce que le bien-être des enfants doit primer sur toute autre considération, la loi doit être modifiée.



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Un nouveau jouet ?

L'arrivée de M^{me} Belinda Stronach dans la course à la direction du Parti conservateur va procurer un peu de piquant à celle-ci, qui me semble bien terne jusqu'ici. Une multimillionnaire de plus ou moins 35 ans qui est déjà tannée de diriger l'empire de papa, veut un nouveau jouet : être premier, oups !, pardon première ministre. De toute façon, elle finira probablement dernière, car la politique c'est plus que de l'argent. Jean Chrétien à déjà battu ses rivaux, dont Martin qui est très riche. Oui ! ça va être amusant et très intéressant à voir.

Luc Langlois

Un métier difficile

Je suis heureuse de voir des femmes en politique mais — comme pour les hommes — la politique est un apprentissage et un cheminement. On ne s'improvise pas politicien(ne) du jour au lendemain ni comme chef de parti. Certains s'imaginent que si une personne sait gérer une entreprise elle sait automatiquement gérer un pays. C'est faux. Les priorités ne sont pas du tout les mêmes et la prise de décision se fait sur d'autres prémisses que la seule gestion financière : il y a aussi des êtres humains dont certains sont démunis et/ou fragilisés. Les décisions doivent être pondérées en tenant compte de ces deux grands axes. Pour les conservateurs, cependant, il n'y en a peut-être qu'un !

Diane Dicaire

Point faible

J'écris en réaction à votre article rapportant que le premier ministre Jean Charest vante maintenant les mérites des partenariats public-privé du système de santé britannique. J'ai fait une maîtrise au London

« Je sais ce qu'il faut faire »
« Les libéraux n'ont pas de vision pour le Canada »

BELINDA STRONACH
Nous vous présentons ici un extrait du discours prononcé hier à Aurora, Ontario, par Belinda Stronach, alors qu'elle annonçait sa candidature à la direction du Parti conservateur du Canada.

En tant que conservatrice, je crois d'abord et avant tout en une économie forte, seul moyen de nous donner de solides programmes sociaux. Je ne suis pas une politicienne de métier. Mais j'ai eu à gérer une imposante compagnie. Je sais ce qu'il faut faire pour être compétitif dans l'arène mondiale.

Et je vois bien comment le gouvernement libéral laisse tomber les citoyens. Les libéraux n'ont pas de vision pour le Canada.

Une telle vision doit s'inspirer des espoirs, des rêves et des ambitions des Canadiennes et des Canadiens. Nous devons examiner la structure tout entière, y compris notre appareil politique, notre régime fiscal et notre système d'éducation, et nous devons la moderniser afin de rehausser le niveau de vie de tous.



Belinda Stronach

PHOTO PC©

Pour commencer, le coût de l'État demeure bien trop élevé. Nous ne pourrions pas rester compétitifs à moins d'apporter des changements structurels profonds et de réduire les frais généraux du gouvernement. L'appareil d'État est trop gros. Il y a trop de bureaucratie. Et les impôts sont trop élevés. Réduisons le fardeau fiscal qui

School of Economics en politiques internationales de la santé. Lors de mes classes, un des points faibles du système britannique était précisément le fait que plusieurs médecins orientent maintenant leur pratique vers la prestation de soins privés, ce qui diminue ainsi le nombre de médecins disponibles pour l'offre de services dans le système public. De façon générale, je suis en faveur d'un partenariat public-privé au Québec ; toutefois, je crois que nous devons bien encadrer ce partenariat afin de ne pas être confrontés dans le futur à des problèmes plus importants que ceux auxquels nous assistons présentement.

Mélanie Forcier

Gestionnaires à courte vue

Je n'en revenais pas en lisant le journal ce matin... Il semble que le gouvernement ait décidé de mettre fin aux suppléments au loyer d'urgence accordés aux ménages qui se sont retrouvés sans logis le 1^{er} juillet. Dans le contexte de pénurie aiguë de logement abordable, cette aide financière avait permis à ces ménages de demeurer dans des appartements qu'ils n'auraient pas eu les moyens de se payer autrement. C'est évident que, sans l'assurance d'une aide gouvernementale, ces locataires ne prendront jamais le risque de renouveler le bail d'un logement qui, du jour au lendemain, va leur coûter de 300 à 400 \$ de plus par mois. Or, c'est maintenant que se font les renouvellements de baux. Le gouvernement n'a tout simplement pas le temps d'évaluer au cas par cas la situation de ces ménages. Concrètement, le ministre Fournier vient de rajouter 3000 ménages sans logis pour le 1^{er} juillet prochain. Il me semble qu'il s'agit là d'une décision irresponsable de gestionnaires à (très) courte vue.

Nicolas Lefebvre Legault
Québec

mine les efforts de notre population. Pour créer des emplois, abolissons l'impôt sur le capital et saurons dans la masse des formalités administratives. Dotons le Canada d'un régime fiscal qui soit le plus compétitif au monde.

Pour donner un répit à nos concitoyens qui travaillent si fort, rendons partiellement déductibles les intérêts hypothécaires. (...)

Les parents s'inquiètent de la sécurité de nos communautés, et pourtant les libéraux se font une priorité de faciliter l'accès à la marijuana. Je suis contre la décriminalisation de la marijuana. C'est une question de sécurité publique et de santé publique.

En tant que mère, j'ai peur de la violence armée. Je renforcerais le châtiment des crimes perpétrés avec des armes à feu. Ce que je ne ferais pas, par contre, c'est pénaliser les agriculteurs et les chasseurs qui s'en servent comme outils de travail, dans le respect de la loi. Tout en desserrant le contrôle des armes à feu, j'abolirais le registre des armes à feu et j'utiliserais l'argent ainsi épargné pour lutter contre la drogue et les armes illégales.

Des enjeux de taille

Le 2 novembre, les électeurs américains auront à légitimer ou à congédier un des gouvernements les plus audacieux et les plus agressifs de leur histoire récente

LOUIS BALTHAZAR ET CHARLES-PHILIPPE DAVID
Les auteurs sont respectivement président et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM (www.dandurand.uqam.ca). Tout au long de l'année 2004, les membres de l'observatoire partageront avec les lecteurs de La Presse leurs analyses sur les enjeux de la campagne présidentielle américaine.

Après la cuisante défaite de Howard Dean en Iowa, lundi, il est probable que les primaires du New Hampshire ne détermineront pas le leader du Parti démocrate américain. Les huit primaires du 3 février, réparties à travers les États-Unis, seront sans doute plus révélatrices. Il faudra peut-être même attendre les consultations dites du *Super Tuesday*, le 2 mars prochain, pour être tout à fait fixés. À ce moment, les démocrates se seront prononcés dans 30 États.

Pour le moment, en raison du dynamisme exceptionnel de sa campagne et des appuis importants qu'il a reçus, l'ex-gouverneur du Vermont, Howard Dean, jouit encore d'une longueur d'avance. Mais John Kerry s'est mis en vedette en Iowa tandis que Wesley Clark fait des progrès au New Hampshire. John Edwards possède aussi de précieux atouts.

Pendant ce temps, du côté républicain, la situation est très claire. Personne n'a osé défier George W. Bush qui est en campagne électorale depuis 2000. Son organisation est impeccable et son conseiller spécial et vieil ami, Karl Rove, est réputé pour jauger toutes les politiques, toutes les actions du président à l'aune électorale. On a déjà amassé plus de 150 millions pour la campagne et on n'aura aucune difficulté à atteindre l'objectif de 200 millions, grâce à de nombreux diners-bénéfices où se présentent de riches partisans.

Les enjeux

Les enjeux de cette campagne électorale sont de taille. Il s'agit d'abord de légitimer ou de congédier un des gouvernements les plus audacieux et les plus agressifs de l'histoire récente des États-Unis. En politique étrangère, surtout, George Bush, qui annonçait une politique plus humble au cours de sa campagne de l'automne 2000, a livré deux guerres importantes, dont la deuxième, en Irak, avec son cortège de faux pas, d'unilatéralisme et de justifications non fondées. De plus, le président Bush a dévoilé une nouvelle stratégie militaire autorisant les guerres dites « préemptives », au-delà de la légitime défense. Enfin, rarement aura-t-on été témoin, aux États-Unis, d'un gouvernement aussi peu enclin à apporter son appui aux grands traités internationaux de l'heure, notamment le protocole de Kyoto et le tribunal pénal international.

Au chapitre du commerce international, ce gouvernement aura fait la promotion du libre-échange du bout des lèvres, tout en autorisant des mesures aussi protection-

nistes que les énormes subventions à l'agriculture, les tarifs imposés aux importations d'acier dont le Canada a pu être exempté grâce à l'ALENA, pour se voir tout de même toujours victime des exigences excessives des producteurs de bois d'oeuvre américains. Dans tous ces cas, des considérations électorales ont prévalu sur les principes.

En politique intérieure, le dossier en matière d'environnement est désastreux. Ce gouvernement est le premier depuis les chocs pétroliers de 1973 à ne proposer aucune politique de restriction de la consommation d'énergie. Par ailleurs, Bush a tenu sa promesse d'accorder des baisses d'impôt considérables. Même les nouvelles nécessités engendrées par l'attaque du 11 septembre, qui se sont traduites par la croissance du budget de dépenses militaires et de celui de la sécurité interne, n'ont pas fait broncher le président.

Il en a résulté un énorme déficit budgétaire qui, ajouté à un déficit chronique du commerce extérieur, inquiète de plus en plus les économistes américains et même le très conservateur Fonds monétaire international. Malgré tout, et c'est ce qui compte aux yeux des stratèges républicains, l'économie américaine a rebondi de façon spectaculaire après une récession prolongée et il semble que la population américaine en soit plutôt satisfaite.

De plus, Bush a trouvé le moyen de se donner une image de gouvernant sensible aux préoccupations de larges secteurs de la population en mettant en oeuvre des politiques inspirées, selon lui, par son conservatisme de compassion (compassionate conservatism). En matière d'éducation, il a même obtenu l'appui de démocrates libéraux tels Edward Kennedy, pour sa politique d'incitation à l'excellence scolaire dans les écoles primaires et secondaires. (...)

Enfin, il faut ajouter à cette liste sommaire et partielle, l'image que le président Bush a su se donner quant à la sécurité. Son attitude relativement bien contrôlée et ferme après les attentats du 11 septembre lui a valu une réputation de dirigeant très fiable en matière de sécurité nationale.

Cet électoral n'en est pas moins fortement polarisé. Comme on l'a vu lors de l'élection de 2000, les démocrates sont susceptibles de

L'élection semble devoir se jouer dans les États non encore acquis par un camp ou l'autre : la Floride (encore !), les États de la ceinture de l'acier (Iowa, Wisconsin, Ohio, Pennsylvanie), le Missouri et le Tennessee et enfin l'Oregon.

recevoir des appuis massifs dans les grands États industriels, en particulier ceux de la côte du nord-est et ouest, mis à part l'Oregon qui demeure incertain, tandis que les républicains peuvent compter sur les États du sud et du centre du pays. Le magazine britannique *The Economist* parle de deux « Amériques », l'une verticale qui serait celle des grandes agglomérations à forte densité de



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Le démocrate John Kerry a remporté, lundi, les caucus de l'Iowa.

population, et l'autre horizontale qui correspondrait à celle des régions rurales ou de banlieues qui n'en finissent plus de s'étendre.

La première est le plus souvent fortement opposée aux politiques du président républicain. La seconde lui est généralement très favorable. Cette polarisation a pu s'accroître depuis 2000. On disait autrefois de l'électorat américain qu'il était partagé en gros entre 40 % de démocrates, 40 % de républicains et 20 % d'indécis. Il faudrait aujourd'hui ramener ces chiffres à 45, 45 et 10. Si ces proportions se maintiennent, il viendra donc à une faible portion de la population américaine de trancher entre les deux candidats.

En fait, l'élection semble devoir se jouer dans les États non encore acquis par un camp ou l'autre : la Floride (encore !), les États de la ceinture de l'acier (Iowa, Wisconsin, Ohio, Pennsylvanie), le Missouri et le Tennessee et enfin l'Oregon.

On peut parier que les candidats intensifieront leur campagne dans ces États ; le président s'appuyant sur ces quelque 55 % d'Améri-

cains qui sont toujours favorables au déclenchement de la guerre en Irak, le candidat démocrate faisant valoir les fausses motivations, pour ne pas dire les mensonges, qui ont été présentées pour justifier cette guerre. De plus, en matière de sécurité intérieure, les républicains courtiseront les *soccer moms*, qui sont devenues des *security moms* : un électoral féminin presque aussi insécurisé sinon plus qu'aux pires moments de la paranoïa engendrée par la guerre froide.

George Bush est présentement en bonne position pour se faire réélire. Seulement deux présidents en fonction ont perdu une élection depuis la défaite de Herbert Hoover, en 1932. Il s'agit de Jimmy Carter, en 1980, et de George Bush père, en 1992. Dans les deux cas, la situation économique du pays s'était gravement détériorée pendant l'année précédant l'élection, ce qui ne semble pas devoir se produire cette année. Carter faisait face à une pénible crise internationale. Le George Bush de 1992 a dû lutter contre deux candidats. Ross Perot lui a ravi quelque 20 % du vote. Rien de tel aujourd'hui. Le jeune Bush contrôle admirablement bien son parti. Il y a des dissidences mais elles ne semblent pas devoir se reproduire sur l'échiquier électoral.

S'il fallait cependant que les indicateurs économiques cessent de

croître et que la reprise de l'emploi s'essouffle, on pourrait faire valoir avec succès que jamais le pays n'a perdu autant d'emplois (3 millions en trois ans) depuis la grande dépression des années 30. S'il fallait encore que la situation se gâte en Irak, Bush pourrait rapidement se trouver en mauvaise posture.

Les atouts du candidat démocrate

Supposons que le candidat soit Howard Dean ou peut-être Wesley Clark ou encore John Kerry. Dean a bâti son organisation et sa popularité sur un thème, celui de l'opposition à la guerre en Irak, principalement en raison de l'unilatéralisme de la politique étrangère de Bush. Clark et Kerry ont insisté sur la nécessité pour les États-Unis de travailler de concert avec ses alliés traditionnels, les Européens notamment. Le candidat démocrate connaîtra des succès si les Américains sont touchés par des révélations comme celles faites par l'ancien secrétaire au Trésor, Paul O'Neill, et des enquêtes approfondies comme celles de la Fondation Carnegie, qui montrent bien que ce président a usurpé la confiance de la population en invoquant des motifs non avérés pour une entreprise aussi importante que celle de livrer la guerre en Irak.

Si la triste allure de l'occupation et les pertes de vie qu'elle entraînent étaient attribuées au manque de préparation, à la mauvaise compréhension de la situation irakienne et au fait que les États-Unis se sont entêtés à imposer leurs échecs à l'encontre des partenaires des Nations unies, le gouvernement Bush pourrait bien s'en voir lourdement blâmé. En novembre dernier, le mois le plus pénible de l'occupation, Bush était nettement en perte de vitesse.

La force de Howard Dean proviendrait du dynamisme de son organisation. Il a déjà amassé quelque 40 millions en petites contributions et propose que deux millions d'Américains souscrivent chacun cent dollars à sa cause afin de rejoindre les effectifs de Bush. La grande vertu d'un Dean serait de lancer un message clair, de donner du sens à la politique pour des armées de jeunes et de membres des minorités qui habituellement ne s'inscrivent pas à l'élection.

L'organisation de Dean n'a pas produit les effets escomptés en Iowa. Si elle ne devait pas s'avérer davantage au New Hampshire, elle apparaîtrait comme un grand feu de paille et d'espoirs déçus. Notons enfin que le candidat démocrate, quel qu'il soit, se rapprochera du centre lorsqu'il fera face à Bush. Le seul élément fort du programme, dans le cas de Dean, c'est l'opposition à la guerre, ce qui en soi n'a rien de très gauchiste. Ses projets d'assurance-maladie lui vaudraient sans doute beaucoup d'opposition, mais des millions d'Américains y verront plutôt une bouffée d'air frais.

Pour toutes ces raisons, et compte tenu de la forte polarisation, il y a de bonnes chances que cette élection soit très serrée. C'est à suivre.

Aristide doit mettre fin à la « terreur au quotidien »

Des femmes haïtiennes de Montréal rappellent le président à ses devoirs

Le texte suivant est cosigné par Nadia Alexan, Lody Auguste, Mathilde Baisez, Vivian Barbot, Chantal Baratteau, Paula Bergin, Joëlle Chevrier, Marie-Lilia Delaquis, Lise Deschamps, Mousse M.T Duchesne, Rose-Marie Gautier, Josette Jean-Pierre Rousseau, Ingrid Kaufmann, Kristina Kaufmann, Micheline Montaguelli, Jeannine Noël, Colette Pasquis, Lise Péloquin, Carolyn Perkes, Alexandra Philoctète, Dilia Philoctète Kaufmann, Marie-Carme Rateau, Marlène Rateau, Claudette Saint-Dic, Aliette St-Jean, Fabienne Simon, Josiane Simon et Marlène Valcin. Les auteurs font partie du Point de ralliement des femmes d'origine haïtienne de Montréal ou en sont des sympathisantes, originaires d'Haïti et du Canada.

M. Jean-Bertrand Aristide, président de la République d'Haïti, Le Point de ralliement des femmes d'origine haïtienne de Montréal est un groupe de réflexion et d'action qui milite en faveur du respect des droits humains, incluant les droits des femmes. Nous avions, avec des membres sympathisants, lutté pour le rétablissement de la démocratie en dénonçant le coup d'État qui vous avait chassé du pouvoir en 1991.

Aujourd'hui, nous sommes consternées par les exactions — violents et meurtriers — de bandes armées qui s'attaquent à la population, en particulier aux femmes, ceci sans aucune intervention des pouvoirs publics. Plus récemment, des menaces de mort explicites ont été proférées contre des femmes engagées dans des actions pacifiques. Nous vous signalons précisément que les femmes de la Coordination nationale de plaidoyer pour les

droits des femmes (CONAP) ont été la cible de menaces de mort de ces malfaiteurs.

Nous nous adressons à vous, à titre de chef de l'État haïtien, pour vous demander de mettre immédiatement un terme à cette tragédie ! Vous avez la responsabilité de garantir les droits et les libertés des citoyennes et citoyens d'Haïti. Il ne devrait y avoir aucune exception, même lorsqu'il s'agit d'opposants à votre gouvernement.

Nous vous prions donc de prendre les moyens, avec les ministres et les institutions concernées, notamment la police, pour assurer la sécurité de toute la population, en mettant hors d'état de nuire ces bandes armées qui sillonnent le territoire national.

Le devoir de protection vous incombe et votre imputabilité est, par conséquent, incontestable. Vous avez, M. le président, l'obligation d'intervenir pour que cesse cette terreur au quotidien. Ne tardez pas à agir !

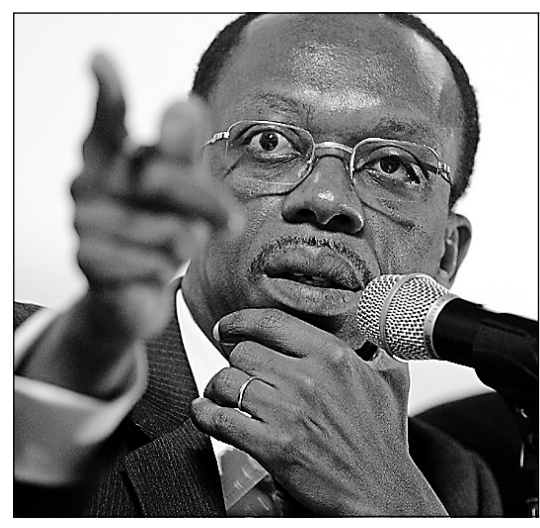


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Jean-Bertrand Aristide

ACTUALITÉS

Lachenaie: Terrebonne pose ses conditions

CHARLES CÔTÉ

Québec doit prévoir plus d'argent pour la fermeture éventuelle du mégadépot de Lachenaie et ne pas autoriser un agrandissement en hauteur tel que le propose son propriétaire, la société BFI, selon le maire de Terrebonne, Jean-Marc Robitaille.

Depuis 1995, une somme de 1,50 \$

est perçue pour chaque tonne de déchets et est versée dans un fonds en prévision de la fermeture du dépot. M. Robitaille doute que cette somme soit suffisante.

« Aucune étude ne nous a été soumise et à travers les branches, à certains endroits, on apprend que les coûts ont été plus élevés que ce qui était prévu au départ, dit-il. On ne

nous a jamais dit sur quoi on s'est basé pour établir cette somme. »

M. Robitaille a écrit au ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, hier. Ce dernier doit prendre une décision au cours des prochaines semaines au sujet de la demande d'agrandissement du dépot. Il n'était pas possible de parler à M. Mulcair hier.

Dans sa lettre, le maire de Terrebonne

reprend une trentaine de recommandations du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), dont le rapport était défavorable au projet. Il demande ainsi que « la hauteur maximale (des déchets) ne dépasse pas celle du couvert boisé environnant » et qu'une « étude indépendante » soit réalisée au préalable sur l'impact du dépot sur la

santé de la population environnante. M. Robitaille plaide aussi pour l'instauration d'un tarif de 4 \$ la tonne qui serait redistribué aux villes environnantes pour la réalisation de projets environnementaux.

Le dépot de BFI est sur le territoire de l'ancienne ville de Lachenaie, aujourd'hui annexée à Terrebonne, mais il jouxte Mascouche, Charlemagne et Repentigny. Il reçoit 39 % des déchets de la région métropolitaine, surtout de Montréal et de la Rivière-Sud.



Tu me fais tourner la tête!

Yves Tessier

Les Hôtels Jaro

Plus besoin d'y rêver, découvrez les maintenant!

Les Hôtels Jaro sans casse-tête. 6 hôtels, plus de 1000 chambres pour vous, tous situés près d'attractions touristiques et des points stratégiques de la ville de Québec. Pour le plaisir ou pour les affaires, leur confort douillet et leur service chaleureux sauront vous satisfaire.

Venez découvrir notre nouveau site Internet!



LES HÔTELS
JARO

1 800 567-JARO (5276)
www.jaro.qc.ca

Manoir & Châteaux Vieux-Québec

À partir de
149\$*

pour 2 nuits
par personne
occupation double



À partir de
179\$*

pour 2 nuits
par personne
occupation double



Bien placé pour vous charmer! Le Vieux-Québec à votre porte!

Votre forfait comprend l'hébergement pour 2 nuits, le petit déjeuner chaque matin et 2 soupers gastronomiques dans nos restaurants participants: La Closerie, Le Louis-Hébert, Les Anciens Canadiens, Le Paris Brest. Service sur les repas et stationnement inclus. Valable jusqu'au 30 avril 2004. *Certaines conditions s'appliquent.

1 877 999-9624
www.vieuxquebec.com

laurier@vieuxquebec.com
lafayette@vieuxquebec.com
bellevue@vieuxquebec.com

Hôtel Acadia

À partir de
169\$

par nuit
occupation double

Forfait Gastronomique

Au cœur du Vieux-Québec, 1 nuit dans une chambre de luxe, souper table d'hôte 5 services dans 1 des 4 restaurants participants (Le Vendôme, le 47^e Parallèle, Le Rivoli et Le Bonaparte), petit déjeuner continental servi à la chambre si désiré. Pourboire inclus.



1 800 463-0280
info@hotelacadia.com • www.hotelacadia.com

Comfort Inn Ancienne-Lorette

À partir de
79\$

par nuit

Forfait Escapade

Votre forfait comprend une nuitée en occupation simple à quadruple, un déjeuner continental pour 2,99\$, le café, le stationnement et les appels locaux gratuits. Tarifs de groupes disponibles.



(418) 872-5900
cn337@whgca.com • www.choicehotels.com

Courtyard Marriott

À partir de
109\$

par nuit
occupation double

Féerie sur Glace

L'hôtel le plus nouveau de Québec, situé à deux pas de la Place d'Youville, vous offre la magie hivernale de la vieille capitale. Votre forfait comprend la nuitée et la location de patins à la patinoire de Place d'Youville. Taxes en sus. Valable jusqu'au 18 avril 2004.



1 866 694-4004
info@marriott-quebec.com
www.marriott.com

Hôtel Clarendon - Val-des-Neiges

Hôtel Val-des-Neiges
Mont-Sainte-Anne

À partir de
105\$

par nuit
par personne
occupation double



Hôtel Clarendon
Vieux-Québec

À partir de
95\$

par nuit
par personne
occupation double

Ski à la carte!

Vous décidez où vous skiez parmi les 3 montagnes suivantes: la station de ski Mont-Sainte-Anne, Le Massif de Petite-Rivière-Saint-François ou la Station touristique Stoneham. Includant: 1 nuit d'hébergement, 1 petit déjeuner et 1 journée de ski. Taxes et service non inclus.



1 800 463-5250
www.dufour.ca

Mont-Sainte-Anne

À partir de
166\$

pour 2 nuits
par personne
occupation double



Gratuit
3^e nuitée
et journée
de ski*

Super Vente de Blanc

Le forfait comprend le billet de remontée au Mont-Sainte-Anne pour 2 jours, l'hébergement pour 2 nuits et une activité à la montagne au choix: patin, raquette ou balade en cariole.

Valable jusqu'au 6 février. Prix pour une unité d'hébergement de catégorie 3 étoiles.

*Offre spéciale du dimanche au jeudi inclusivement, certaines conditions s'appliquent.

1 866 467-8322
info@mont-sainte-anne.com • www.mont-sainte-anne.com

Station touristique Stoneham

À partir de
73\$*

par personne
occupation double



- Un domaine enneigé de 32 pistes dont 17 sont éclairées en soirée.
- Le Parc 418 et sa demi-lune de 17 pieds, des « rails » et des pyramides.
- Une boutique de location avec des équipements Head Tyrolia.
- Pour les tout-petits, l'île aux enfants pour apprendre le ski et le surf des neiges en s'amusant. Pour les plus grands, l'École des sports et ses forfaits avantagés.
- Tout cela à moins de 20 minutes du centre-ville de Québec.

Le forfait **Ski Gratuit** jusqu'au 12 février, du dimanche au jeudi, comprend:

- 1 nuit d'hébergement en studio tout équipé avec foyer
- 1 billet de remontée pour une journée (9 h à 18 h)
- accès aux glissades sur tube

* Certaines conditions s'appliquent.

1 888 463-6883
info@ski-stoneham.com • www.ski-stoneham.com

Trois meurtres à Montréal

MARCEL LAROCHE

Après un début d'année relativement paisible, trois meurtres ont été perpétrés en l'espace de 48 heures dans l'île de Montréal, dont l'un a coûté la vie à l'ancien cabaretier d'origine italienne Paolo Gervasi.

L'enquête sur l'assassinat de Gervasi, criblé de balles lundi soir à l'intérieur de son véhicule rue Jean-Talon, dans l'arrondissement de Saint-Léonard, venait à peine de commencer quand son meilleur ami, l'homme d'affaires Vito Rizzuto, identifié comme le parrain de la mafia montréalaise (voir autres textes en pages 2 et 3), a été appréhendé hier matin par la GRC.

Les policiers de la division des crimes majeurs du SPVM doivent également travailler sur deux autres meurtres survenus à quelques heures d'intervalle, l'un dans l'arrondissement de LaSalle et l'autre au centre-ville.

Connu comme un jeune homme apparemment sans histoire, Steve Parizeault, 18 ans, se trouvait à l'angle des rues Jean-Milot et des Oblats quand il a été atteint à la poitrine par un projectile d'arme à feu, vers 23h samedi dernier.

Transporté à l'hôpital de LaSalle dans l'auto de son demi-frère, il a succombé à ses blessures.

Rue Lorne

Alors que les policiers tentaient toujours d'élucider les circonstances de ce premier homicide de l'année dans l'île de Montréal, un autre individu était abattu par balles à l'intérieur de l'appartement 201 au 3549, rue Lorne, près de l'avenue du Parc. Alertés par des voisins qui venaient d'entendre des détonations, les policiers y ont découvert le corps de Nzebi Duhaney, 26 ans.

Toute information susceptible de faire progresser l'enquête peut être communiquée en toute confidentialité aux sergents-détectives Steve Abraham ou Denis Matteau, au (514) 280-2052, ou encore à Info-Crime, à (514) 393-1133.

EN BREF

Carambolages

La forte poudrière a causé maints maux de tête aux automobilistes et quantité de carambolages, hier. Trois collisions ont impliqué pas moins d'une quarantaine de véhicules sur la route 104, à Saint-Luc. Une seule personne a été blessée sérieusement, et trois autres s'en sont tirées avec des blessures sans gravité.

Pub trompeuse?

« Rien à payer avant un an » est une publicité trompeuse, allègue un consommateur, Bassam Ajam, qui demande à la Cour supérieure la permission d'intenter un recours collectif contre Meubles en gros. L'entreprise spécialisée dans la vente de meubles et accessoires neufs, qui comprend sept succursales dans la région de Montréal, exige des frais d'administration — de 12 % de la valeur de l'achat — des consommateurs qui achètent en se prévalant de cette promotion. La demande de recours collectif vise à obtenir le remboursement des frais ainsi exigés, de même que des dommages de 100 \$.

Christiane Desjardins

Association des sports gais

Une vingtaine de représentants de plusieurs disciplines sportives se sont réunis en fin de semaine à Montréal afin de jeter les bases d'une future association internationale des sports gais et lesbiens. Invités par Rendez-vous Montréal 2006, l'association qui chapeaute les jeux gais dans la métropole, les délégués ont réfléchi sur la faisabilité d'un calendrier international qui permettrait une meilleure coordination entre les différents événements sportifs. La question d'une éventuelle mise en commun des fonds alloués à ces événements a également été abordée.

Nicolas Bérubé

www.regiondequebec.com
1 877 BONJOUR, poste 906

QUÉBEC
Ville et région
TOURISME • CONGRÈS